

LA COMPÉTITION STRATÉGIQUE EN AFRIQUE

Approches militaires américaine,
chinoise et russe

Aline LEBOEUF

Août 2019

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0055-3

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Aline Leboeuf, « La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, chinoise et russe », *Focus stratégique*, n° 91, Ifri, août 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Focus stratégique

Les questions de sécurité exigent une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection ***Focus stratégique***, d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, ***Focus stratégique*** fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

Auteur

Aline Leboeuf est chercheur à l'Ifri depuis 2003 et intégrée au Laboratoire de recherche sur la défense depuis sa création. Docteur en science politique, elle travaille notamment sur les problématiques de défense et de sécurité en Afrique. Elle est l'auteur de nombreuses études et articles sur la coopération militaire, la réforme du secteur de sécurité, ou encore la protection des civils en opération.

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Élie Tenenbaum

Assistante d'édition : Palmyre De Jaegere

Résumé

Enjeu géopolitique durant la guerre froide, l'Afrique émerge aujourd'hui à nouveau comme un espace majeur de compétition stratégique, attirant des grandes puissances non européennes comme les États-Unis, la Chine et la Russie. Ces derniers cherchent sécuriser leur accès au théâtre africain par le biais de financements et d'accords diplomatiques, la construction de bases logistiques et l'exercice de leur soft power. Ils y conduisent également des opérations militaires. Celles-ci sont significatives et coercitives pour ce qui est des États-Unis, avant tout engagés en Afrique au titre du contre-terrorisme. La Chine se concentre pour sa part sur les opérations de maintien de la paix et l'évacuation de ses ressortissants en cas de crise. La Russie se limite encore à des actions de conseil. Enfin, les trois États s'engagent activement sur la voie de la coopération militaire, par le biais de ventes d'armes, mais aussi de formations et d'exercices conjoints avec leurs partenaires africains. Si les États-Unis sont encore l'acteur dominant dans la sécurité du continent, un phénomène de rattrapage est en cours en faveur d'une influence grandissante de la Chine et de la Russie.

Abstract

Africa was a crucial geopolitical stake during the Cold War, and is once again emerging as a significant area of strategic competition. Thereby, it attracts major non-European powers such as the United States, China, and Russia. Each of them seek to secure their access to the African theater of operations, through the means of funding and diplomatic agreements, construction of logistical bases, and the sustained exercise of their soft powers. They also conduct military operations on African soil. As the United States are still primarily engaged in Africa for counter-terrorism purposes, their actions on the ground are significant and coercive. As for China, its main efforts seem to be directed towards peacekeeping operations and plans for the evacuation of its nationals in the event of a crisis. For its part, Russia still restricts its operations to advisory activities. Finally, the three states are actively engaged in military cooperation, not only through arms sales, but also through joint training and exercises with their African partners. While the United States is still the dominant player in the African game, China and Russia are now catching up and increasing their involvement.

Sommaire

INTRODUCTION	9
QUELLES POSTURES STRATÉGIQUES EN AFRIQUE ?	13
L'héritage historique	13
Chine.....	16
États-Unis	17
Russie	18
QUELLE STRATÉGIE D'ACCÈS AU THÉÂTRE AFRICAIN ?	21
Des budgets importants.....	22
Accords diplomatico-militaires	23
Du <i>soft power</i> aux opérations d'influence	25
Infrastructures et présence militaire matérielle sur le continent	29
LES OPÉRATIONS MILITAIRES.....	33
États-Unis : drones et forces spéciales	33
Chine : maintien de la paix et évacuations de ressortissants	43
Russie : une activité opérationnelle modeste mais à haute visibilité	48
Des enjeux opérationnels communs	51
COOPÉRATIONS MILITAIRES.....	57
Ventes d'armes	57
Formation : vers « des réseaux de défense forts »	63
Exercices	67
CONCLUSION	69
ANNEXE	73

Introduction

« Les pratiques prédatrices de la Chine et de la Russie freinent la croissance économique en Afrique, menacent l'indépendance financière des pays africains, inhibent les investissements américains et interfèrent avec les opérations militaires des États-Unis. Elles font peser une menace réelle sur nos intérêts de sécurité nationale¹ ». C'est en ces termes que le conseiller à la sécurité nationale du Président Trump, John Bolton, a présenté au mois de décembre 2018 la nouvelle stratégie américaine pour l'Afrique, choisissant ainsi résolument de lire les enjeux du continent à la lumière de la nouvelle lutte entre grandes puissances.

Cette vision géopolitique aux relents de guerre froide est particulièrement nette dans certains espaces africains comme Djibouti, où une base chinoise s'est ajoutée en 2017 à celle des États-Unis installée en 2002², suscitant ainsi des tensions palpables³. La visibilité de la réimplantation russe dans les espaces africains est notamment passée par la présence russe en République centra-africaine (RCA) qui tire parti des failles de la présence occidentale, et a été très médiatisée. Quant à la présence américaine, elle apparaît plus clairement en Somalie et en Libye, où les drones américains participent à la lutte antiterroriste aux côtés des forces de sécurité locales.

Ces trois États s'observent et se copient, tout en poursuivant un chemin qui leur est propre – pour partie déterminé par leurs ressources et pour partie par des options stratégiques différentes. Sans aller jusqu'à parler d'un nouveau « partage de l'Afrique », il est au moins possible de voir se dessiner

L'auteur souhaite remercier toutes les personnes anonymes qui ont accepté de lui consacrer un peu de leur temps pour discuter de cette recherche, voir relire et critiquer cette étude. Nous remercions tout particulièrement Laure de Rochegonde et Pauline Levy, qui ont apporté une grande aide à la finalisation de ce travail grâce à leur assistance à nos recherches ainsi que Dimitri von Büren pour la réalisation des cartes de cette étude.

1. « Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on The Trump Administration's New Africa Strategy », Maison-Blanche, 13 décembre 2018, disponible à l'adresse : www.whitehouse.gov.

2. La base chinoise a une taille de 36 hectares, contre 200 pour les États-Unis et plus de 400 pour la France. Son coût de location pour un bail de 10 ans est de 17 millions d'euros, tandis que les États-Unis paient un loyer de 56 millions d'euros avec un bail de 20 ans. Voir J.-L. Martineau, « Djibouti et le « commerce » des bases militaires : un jeu dangereux ? », *L'Espace Politique*, n° 34, 2018.

3. « US, China Fight It Out in Djibouti, Accuse Each Other of Aggression », *Voice of Djibouti*, 25 juin 2019, disponible à l'adresse : voiceofdjibouti.com.

une forme de « triangle stratégique⁴ » entre ces trois pays, tout du moins si l'on se concentre comme nous le ferons ici, sur leurs politiques militaires et de sécurité.

Une politique militaire et de sécurité désigne la manière dont un État mobilise et emploie l'ensemble des ressources, moyens et leviers propres à son appareil de défense et de sécurité nationale pour atteindre des objectifs fixés, éventuellement en lien avec une « grande stratégie » impliquant un panel plus large d'outils de puissance. Dans les faits, une telle stratégie n'existe pas toujours, et lorsqu'elle existe, un fort décalage persiste souvent entre les ambitions affichées, les moyens déployés et les résultats obtenus. En effet, comme toute politique publique, les politiques militaires et de sécurité sont le produit de compétitions bureaucratiques⁵. Ainsi, certaines décisions prises indépendamment de la politique militaire et de sécurité – pour des raisons politiques, économiques ou diplomatiques – peuvent en brouiller la lecture ou la parasiter. C'était le cas notamment lorsque la Maison blanche a décidé d'adopter une interdiction de séjour (*travel ban*) aux ressortissants de Libye, de Somalie et du Tchad, rendant très compliquée la formation de militaires de ces pays aux États-Unis. Les politiques militaires et de sécurité vis-à-vis de l'Afrique des États-Unis, de la Chine et de la Russie ne sont donc pas forcément toujours cohérentes, rationnelles et logiques. Elles peuvent être plutôt le produit de l'histoire, d'une accumulation de décisions, voire de « bricolages ». Plutôt que de stratégie, nous parlerons donc plus volontiers de « postures stratégiques », pour rappeler qu'elles peuvent contenir une part de flou, d'irrationalité ou des effets de décalage.

L'étude vise donc à dresser le portrait de ces politiques militaires et de sécurité américaines, chinoises et russes en Afrique. Elle analyse les postures stratégiques des trois puissances, puis leurs stratégies d'accès au continent, leurs opérations et enfin leurs coopérations militaires. En ce qui concerne les espaces où sont mises en œuvre ces politiques, nous nous intéresserons ici à tous les pays de l'Union africaine, même s'il est important de rappeler que les trois puissances ne voient pas forcément cet ensemble comme un groupe homogène, accordant plus ou moins d'importance à certaines aires régionales sur le continent. États-Unis, Chine et Russie partagent la même ambition : mettre en œuvre une « stratégie d'accès au théâtre africain ». Toutefois, sur le plan des opérations, de grandes divergences existent. Washington se montre aujourd'hui très actif, y compris par des opérations

4. T. Gomart, « Le retour du risque géopolitique. Le triangle stratégique Russie, Chine, États-Unis », *Les notes de l'Institut de l'Entreprise*, Ifri, février 2016.

5. Sur la coordination de la politique africaine chinoise, lire S. Paine, *China's African Challenge*, Oxon, IISS-Routledge, 2009, p. 90-91.

cinétiques en Somalie, en Libye et au Sahel, alors que Pékin se concentre pour l'instant sur les opérations de maintien de la paix, les évacuations et les opérations maritimes. L'action de la Russie est très visible en Afrique notamment du fait de ses sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP), mais cette visibilité n'est pas proportionnelle à la portée réelle de cette action, somme toute très modeste. La coopération militaro-technique (vente d'armes, formations, exercices) constitue l'un des principaux volets des politiques militaires et de sécurité des trois pays. Il s'agit en filigrane de réfléchir à l'évolution possible de ces politiques, en se demandant par exemple jusqu'où ira le phénomène de mimétisme entre les postures américaine et chinoise en Afrique.

Quelles postures stratégiques en Afrique ?

Pour comprendre les politiques militaires et de sécurité des trois puissances vis-à-vis de l'Afrique, il importe de rappeler leurs relations au continent africain au XX^e siècle. On pourra alors revenir sur leurs postures stratégiques et leurs objectifs spécifiques en Afrique. Il sera ensuite possible de s'intéresser davantage aux moyens mobilisés pour atteindre ces objectifs.

L'héritage historique

La Russie, les États-Unis et la Chine mettent toutes en avant des relations anciennes avec l'Afrique, souvent reconstruites au sein d'un grand récit, comme le soutien russe à l'Empereur éthiopien lors de la guerre contre les Italiens en 1896 ou la relation entre les États-Unis et le Sultan du Maroc, l'un des premiers gouvernements à reconnaître le nouvel État indépendant, ou pour le cas de la Chine l'expédition qui aurait atteint Alexandrie au temps de l'Empereur Wuti (dynastie Han, 140-87 avant Jésus-Christ)⁶. Cette mise en récit historique est toutefois souvent instrumentalisée pour entretenir les liens avec les États africains⁷.

La période qui a toutefois le plus clairement structuré et déterminé ces relations reste la guerre froide. Les indépendances ont toutes été interprétées par les trois puissances comme une opportunité de propager leurs modèles politiques, et ce bien que de nombreux pays africains nouvellement indépendants aient initialement affiché leur non-alignement. Après une période initiale d'exploration des nouvelles relations, ces dernières se sont rigidifiées, forçant chaque pays africain à un choix difficile en faveur d'un système plutôt que l'autre. Ces engagements n'ont cependant pas interdit une grande marge de manœuvre dans les systèmes politiques et économiques mis en place en Afrique, qui n'avaient pas toujours la rigueur

6. M. Matusevich, « Introduction: Africa and Russia – An invisible Link », in M. Matusevich (dir.), *Africa in Russia, Russia in Africa: Three Centuries of Encounters*, Trenton, Asmara, Africa World Press, 2007, p. 3 ; « U.S. Relations with Morocco. Bilateral Relations Fact Sheet. Bureau of Near Eastern Affairs », Département d'État américain, 19 juillet 2018, disponible à l'adresse : www.state.gov ; C. Alden et A. C. Alves, « History and Identity in the Construction of China's Africa Policy », *Review of African Political Economy*, vol. 35, n° 115, mars 2008, p. 46.

7. *Ibid.*, p. 43-58.

de leurs modèles de référence, causant une certaine déception de leurs « parrains⁸ ».

La coopération militaire a dès le début joué un rôle central dans ces relations. Ainsi, à la fin des années 1960, l'aide militaire soviétique dépassait déjà le budget que Moscou consacrait au développement économique du continent, y compris à l'attention de pays non communistes. L'URSS avait alors fait le choix de mettre « de côté [sa] vision historique, de long terme, en faveur d'objectifs pratiques [visant à] obtenir une influence sur les négociations diplomatiques, [...] l'accès à des bases navales et aériennes, [...] des financements et [à] frustrer les efforts américains pour construire des alliances régionales⁹ ». Prenait alors forme une politique militaire et de sécurité dont on retrouvera aujourd'hui certains éléments dans le réengagement russe en Afrique.

La politique active de la Chine en Afrique, au début des années soixante à travers le soutien à plusieurs mouvements de rébellion (Simbas de Pierre Mulele au Congo-Zaïre, Zimbabwéens de Robert Mugabe en Rhodésie, etc.), a surtout faibli pour des questions de politiques internes (révolution culturelle de 1966 à 1969). Après cette période c'est l'opposition à l'URSS qui structure son engagement, la conduisant même à nouer des alliances de circonstances avec les Occidentaux. Pendant la guerre froide, la Chine reste toutefois un joueur secondaire, même si elle va alors former des relations qui perdurent encore aujourd'hui, comme avec la Tanzanie¹⁰.

Durant cette période, les États-Unis sont partagés entre soutien à la propagation de leurs valeurs démocratiques et en faveur des droits de l'homme, et volonté de soutenir leurs alliés, même autoritaires (qu'il s'agisse des puissances coloniales européennes ou des régimes qui en sont issus). Cette tension interne s'est incarnée dans les actions contradictoires de différentes bureaucraties – Département d'État, Pentagone, CIA, USAID, etc. Le manque de coordination interagences est encore prégnant aujourd'hui, entre une administration présidentielle peu impliquée, un Département de la Défense exclusivement tourné vers la lutte contre le terrorisme et le Département d'État et l'USAID qui continuent de privilégier des actions en faveur des valeurs américaines – démocratie et développement – souvent avec le soutien du Congrès.

8. M. E. Latham, « The Cold War in the Third World. 1963-1975 », in M. Leffler et O.A. Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War. Vol. II: Crises and Detente*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 258-273.

9. *Ibid.*, p. 274.

10. C. Alden et Z. Yixiao, « Africa's Security Challenges and China's Evolving Approach to Africa's Peace and Security Architecture », in C. Alden, A. Alao, Z. Chun et L. Barber (dir.), *China and Africa, Building Peace and Security Cooperation on the Continent*, Basingstoke, Palgrave, 2018, p. 56.

Au cours de la décennie 1960, la guerre froide a pris une nouvelle forme, marquée par les crises et les conflits armés au Congo, en Angola et au Mozambique dès 1961, puis en Rhodésie (Zimbabwe), en Namibie et au Nigeria entre 1965 et 1967. Tous ces conflits se prolongent dans les années 1970 et 1980, tandis que la Corne de l'Afrique devient un autre bassin de crise, après que l'Éthiopie soit devenue pro-soviétique en 1976. La bascule dans le camp socialiste de l'Angola et de l'Éthiopie vient conforter la croyance russe dans la possibilité de faire bouger les lignes de la guerre froide par le biais de l'assistance militaire, ce qui a pu jouer dans leur décision d'intervenir en Afghanistan, et peut-être aussi aujourd'hui celle en République Centrafricaine (RCA)¹¹. Ces évolutions sur l'échiquier des patronages expliquent aussi une surréaction des pays occidentaux, qui craignent alors de voir tout le continent basculer dans le camp soviétique¹².

Cette panique se retrouve aujourd'hui face à l'activisme russe, même si comme à l'époque de la guerre froide, elle conduit à surestimer les ressources politiques, financières et militaires de Moscou¹³. Sur les fronts rebelles africains, le fait de pouvoir faire appel à plusieurs « patrons » « intensifie les luttes de pouvoir entre groupes rebelles¹⁴ », une évolution que l'on retrouvera certainement dans les prochaines guerres civiles africaines. Les « patrons » jouent aussi les médiateurs, comme les Russes et les Américains en Afrique australe : ainsi les États-Unis contraignent l'Afrique du Sud à la table des négociations en 1988 en menaçant de ne plus leur fournir d'informations satellitaires sur les mouvements de troupes cubaines dans la région¹⁵.

Avec la fin de la guerre froide, les trois puissances se désintéressent de l'Afrique. La Chine et la Russie se concentrent sur leurs transformations internes, tandis que les États-Unis se heurtent à l'échec de leur engagement en Somalie qui explique en partie leur non-intervention pour empêcher le génocide rwandais. Ils font le choix du retrait, jusqu'à leur réengagement en Afrique, notamment en Somalie, suite au 11 septembre 2001. La Chine réinvestit également en Afrique au début du XXI^e siècle, tandis que la Russie attendra 2014 pour s'y impliquer de manière visible.

Les trois pays ont aujourd'hui des relations différentes à l'Afrique, qui sont liées notamment au très grand différentiel entre leurs échanges

11. M. E. Latham, *op. cit.*, p. 278.

12. C. Saunders, S. Onslow, *op. cit.*, p. 229

13. M. Matushevich, « Are the Russians Forging an 'Empire' in Africa? », *Africa is a country* (Blog), 6 juillet 2019, disponible à l'adresse : africasacountry.com.

14. C. Saunders et S. Onslow, « The Cold War and Southern Africa, 1976-1990 », in M. Leffler et O. A. Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War, Vol. III: Endings*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 227.

15. *Ibid.*, p. 240.

bilatéraux avec l'Afrique en 2017 : 170 milliards de dollars pour la Chine, 17 milliards pour la Russie et 39 milliards pour les États-Unis¹⁶. Si l'importance économique de l'Afrique pour ces trois pays est variable, il en va de même de leurs intérêts stratégiques. Les moyens militaires mis en œuvre ne sont quant à eux en adéquation pure ni avec ces intérêts économiques ni avec les intérêts stratégiques.

Chine

La Chine se voit comme une puissance globale et ses relations avec l'Afrique contribuent au développement de cette puissance, dans ses volets politiques, économiques et, de plus en plus, militaires¹⁷. Des trois puissances étudiées ici, la Chine est certainement celle qui développe la posture stratégique la plus claire, dans un cadre global, incluant une politique militaire et de sécurité. Toutefois, si la Chine entretient des relations fortes avec tous les pays de l'Union Africaine, elle ne considère pas forcément l'Afrique comme une région prioritaire pour sa diplomatie et a fortiori pour sa sécurité au regard de l'Asie, du Moyen-Orient ou de l'Europe. Vu de Pékin, l'Afrique reste un enjeu politique et économique plus que militaire et sécuritaire, et ce en dépit du mantra « sécurité et développement¹⁸ ».

La dimension militaire existe cependant bel et bien et tend même à s'accroître, notamment du fait de l'importance grandissante de la question de la protection de ses ressortissants en Afrique, dont le nombre est aujourd'hui estimé à plus d'un million de personnes¹⁹. Sur le plan de certaines ressources (comme le pétrole, le fer, le zinc, le cobalt, le cuivre, le titane, etc.²⁰) comme sous l'angle commercial, le développement de l'économie chinoise dépend en partie de l'accès au continent et donc de sa stabilité²¹. Le déploiement de la puissance militaire chinoise en Afrique répond à une croissance à la fois de l'offre et de la demande de sécurité.

16. « La Chine reste le premier partenaire commercial de l'Afrique », *Chine Magazine*, 31 août 2018 ; P. Airault, « Le Kremlin utilise la machine étatique pour opérer son retour en Afrique », *L'Opinion*, 25 février 2019 ; « Les échanges commerciaux entre les USA et l'Afrique subsaharienne ont progressé de 5,8 % entre 2015 et 2017 », Agence Ecofin, 3 juillet 2018.

17. P. Nantulya, « Chinese Hard Power Supports Its Growing Strategic Interests in Africa », Africa Center for Strategic Studies, 17 janvier 2019. Pour Sonia Le Gouriellec, l'objectif de la Chine est d'être une « puissance globale » : S. Le Gouriellec, « Chine, Éthiopie, Djibouti : un triumvirat pour la Corne de l'Afrique », *Études Internationales*, vol. 49, n° 3, automne 2018 p. 527.

18. L. Benabdallah, « China's Peace and Security Strategies in Africa: Building Capacity is Building Peace? », *African Studies Quarterly*, vol. 16, n° 3-4, décembre 2016, p. 19-22.

19. M. Kovrig, « China Expands Its Peace and Security Footprint in Africa », *op. cit.* ; M. Duchâtel, R. Gowan et M. Lafont-Rapnouil, « Into Africa: China's Global Security Shift », *ECFR Policy Brief*, juin 2016, p. 2.

20. A. Latif Dahir, « Africa's Resource-Rich Nations Are Getting even More Reliant on China for their Exports », *Quartz Africa*, 26 avril 2019.

21. M. Kovrig, « China Expands Its Peace and Security Footprint in Africa », *op. cit.*

D'une part, les capacités militaires chinoises sont en plein développement mais manquent d'expérience opérationnelle, ce qui pourrait faire de l'Afrique un terrain d'exercice. D'autre part les États africains sont aujourd'hui à la recherche d'équipement militaire bon marché et d'une alternative aux soutiens traditionnels, si possible moins conditionnelle en matière de respects des droits humains et de bonne gouvernance. Enfin, il faut tenir compte de ce que, dans sa grande stratégie pour l'avenir, la Chine tend à imiter certains attributs de la puissance américaine et semble donc encline à accroître son empreinte militaire globale.

La politique militaire chinoise en Afrique fait toutefois partie d'un « package » global qui dépasse largement le seul volet sécuritaire. Elle intervient en général comme l'une des composantes d'accords de partenariats plus larges, se traduisant par des investissements dans l'économie et les infrastructures, qui renforcent l'influence chinoise dans le pays. L'usage de la force, encore très restreint, rappelle les postures de l'Allemagne ou de l'Union européenne, privilégiant le *soft power* pour ne pas inquiéter ses partenaires. Enfin, elle tente de mettre en œuvre sa politique militaire et de sécurité en respectant les cinq principes de « coexistence pacifique » mis en avant dans les éléments de langage de Pékin : « respect mutuel pour l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Chine et de ses partenaires ; non-agression mutuelle ; non-interférence mutuelle dans les affaires internes des uns et des autres ; égalité et coopération pour le bénéfice mutuel ; et coexistence pacifique²² ».

États-Unis

La politique militaire et de sécurité américaine est de loin la plus visible et la plus engagée sur le continent africain. Depuis 2008, les États-Unis disposent d'un commandement opérationnel interarmées dédié : l'Africa Command ou AFRICOM. Malgré de nombreuses bases, des opérations cinétiques et une coopération militaire américaine massive, notamment en termes de volume financier, AFRICOM demeure cependant le plus petit des six commandements unifiés qui couvrent le monde, attestant d'une implication militaire américaine encore marginale au regard d'autres espaces plus prioritaires tels que l'Asie, le Moyen-Orient ou même l'Europe.

Les États-Unis ont eu beaucoup de difficultés à élaborer une stratégie vis-à-vis de l'Afrique, qui n'a qu'une importance limitée. Par défaut, l'engagement américain actuel en Afrique est essentiellement déterminé par

22. I. Carrozza, « Chinese Diplomacy in Africa: Constructing the Security-Development Nexus », in D. Johanson, J. Li et T. Wu (dir.), *New Perspectives on China's Relations with the World: National, Transnational and International*, Bristol, E-International Relations Publishing, 2019.

une approche sécuritaire, ponctuée de temps à autre par des efforts pour inciter les entreprises américaines à pénétrer le marché africain²³. Certes, l'Afrique est mentionnée rapidement dans des documents cadres tels que la *National Security Strategy*²⁴. En décembre 2018 le conseiller à la Sécurité nationale américain John Bolton a notamment présenté la stratégie africaine de la Maison Blanche, déjà citée en introduction. Deux objectifs y sont clairement identifiés : il s'agit en premier lieu de « contrer la menace du terrorisme radical islamique et les conflits violents », et dans un second temps de contrôler ou contenir les présences chinoise et russe²⁵.

Si l'on étudie le volet militaire de l'action américaine, il apparaît clairement que l'objectif de lutte contre le terrorisme semble toujours plus important pour les États-Unis que la compétition avec la Chine (et la Russie), ce que souligne la grande continuité de la politique de l'administration Trump avec celles de ses prédécesseurs²⁶. Ces opérations sont autorisées et financées par le Congrès depuis le 18 septembre 2001 dans le cadre de l'*Authorization for Use of Military Force Against Terrorists* (AUMF). Sans ce cadre légal le Pentagone devrait renégocier avec le Congrès bon nombre de conditions de l'usage de la force en Afrique et ailleurs dans le monde²⁷.

Russie

Il est peut-être trop tôt pour parler d'une véritable stratégie russe en Afrique. On peut toutefois en discerner les ébauches, qui s'inscrivent dans une stratégie globale de récupération de son rang international perdu avec la chute de l'URSS. Pour ce faire, Moscou vise à exploiter de façon opportuniste toutes les failles susceptibles de déstabiliser ou d'affaiblir les alliances des pays occidentaux²⁸. C'est dans cette perspective que la Russie redécouvre l'Afrique dont elle s'était éloignée dans les années 1990. Ce revirement date essentiellement de 2014 et des sanctions liées à la crise ukrainienne, qui ont

23. D. Paquette, « WP Trump Administration Unveils Its New Africa Strategy — With Wins and Snags », *The Washington Post*, 19 juin 2019.

24. Le continent n'est mentionné que très rapidement dans le résumé de la *National Defense Strategy*, et en insistant sur les menaces terroristes et non la compétition entre grandes puissances qui est au cœur de la *National Security Strategy*. Voir A. H. Friend et A. Fanger, « U.S. National Security and Defense Goals in Africa: A Curious Disconnect », *Center for Strategic and International Studies*, 13 février 2018.

25. « Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton... », *op. cit.*

26. M. Kandel, « Les militaires américains et l'Afrique, le prisme du terrorisme », *Froggy Bottom* (Blog), 8 décembre 2016, disponible à l'adresse : www.froggybottomblog.com.

27. A. Friend, « DoD's Report on the Investigation into the 2017 Ambush in Niger », *Center for Strategic and International Studies*, 15 mai 2018.

28. Un de nos interlocuteurs se souvient avoir étudié cette capacité russe « d'exploiter les failles » suite à l'indépendance de plusieurs îles du Pacifique lesquelles tentaient de négocier les droits de pêche avec les Américains, qui refusaient, jusqu'à ce que les Soviétiques signent les contrats exigés...

convaincu le Kremlin du besoin de chercher de nouveaux soutiens politiques et partenaires commerciaux²⁹.

Officiellement, les objectifs russes en Afrique consistent à lutter contre le terrorisme et à contribuer à la stabilité du continent, ce qui conduit le pays à inviter de plus en plus de chefs d'État africains à venir prendre conseil et nouer des partenariats. Depuis 2017, on a vu se succéder à Moscou les dirigeants du Soudan, de la Centrafrique, du Rwanda, du Sénégal, du Zimbabwe ou encore du Congo-Brazzaville³⁰. La Russie semble tendre la main aux régimes délaissés par les acteurs internationaux (comme la République Centrafricaine), à ceux qui cherchent à conserver le pouvoir malgré les incertitudes électorales (Guinée-Conakry) ou malgré les manifestations contre ce régime (Soudan, ancien et nouveau régime). L'impact de ce soutien russe est parfois très limité comme au Soudan, même si les liens semblent avoir persisté même après le départ du Président Omar el-Béchir³¹. Dans certains pays, comme l'Égypte par exemple, on peut observer d'importants succès diplomatiques, économiques et militaires.

La Russie n'a toutefois pas (encore ?) les moyens de se substituer à l'influence occidentale en Afrique. Elle s'impose plutôt comme un nouvel acteur remobilisant de vieilles cartes, que cela soit par le soft power (via des médias comme RT et Spoutnik) ou par les ventes d'armes et la coopération militaire, pour essayer de transformer quelques opportunités en une stratégie de long terme. Dans ce cadre, on voit se multiplier des promesses qui ne sont pas suivies d'effets. La présence russe en Afrique, qui s'est développée très rapidement en cinq ans, reste limitée, mais pourrait pourtant continuer à s'accroître dans les années à venir. Cette stratégie s'articulerait notamment autour de deux volets : l'investissement dans l'énergie (gaz, pétrole et nucléaire³²) et les minerais (platine, diamants, uranium par exemple) et l'extension de l'influence militaire³³. Dans un tel scénario, la Russie pourrait à terme, être amenée à s'impliquer directement dans des opérations militaires comme elle a pu le faire en Syrie – ce qui pour l'instant semble encore exclu.

29. A. Kalika, « Le « grand retour » de la Russie en Afrique ? », *Russie NEI Visions*, n° 114, avril 2019, p. 7.

30. I. Mandraud, « 2019, 'année de l'Afrique' pour les marchands d'armes russes », *Le Monde*, 24 janvier 2019.

31. S. Shuster, « It's Business as Usual for Russians in Sudan, Despite Bashir's Fall », *Time Magazine*, 12 avril 2019.

32. N. Schepers, « Russian Incentives for Nuclear Hopefuls in Africa », International Institute for Strategic Studies, 30 avril 2018 ; A. Kalika, *op. cit.*, p. 22-24.

33. V. Meliksetian, « Russia Aims to Exploit Africa's Energy Potential », OilPrice.com, 15 mai 2019, disponible à l'adresse : www.oilprice.com.

Quelle stratégie d'accès au théâtre africain ?

Au temps de la guerre froide, il pouvait être difficile pour un État africain d'obtenir des soutiens de plusieurs superpuissances à la fois. Aujourd'hui, certains pays africains peuvent facilement nouer des liens avec plusieurs puissances. La répartition entre les grandes puissances passe alors par la géographie de leur accès au théâtre africain. Une partie de cette « nouvelle stratégie d'accès » dépend de liens immatériels : financements, accords diplomatiques, *soft power* et influence. Une autre repose sur la construction d'infrastructures, dédiées ou non, telles que des bases militaires et logistiques, des ports ou des aéroports, réseaux de routes et autres moyens de communications permettant de soutenir la projection de flux, militaires ou économiques.

Dans cette dynamique, les États-Unis restent leaders, et revendiquent clairement dans leur stratégie l'importance d'un accès aux territoires africains. Dans son discours devant le comité des forces armées du Sénat, le général Waldhauser, commandant de l'AFRICOM, explique ainsi comment les États-Unis comptent garder la main dans cette bataille pour s'assurer les meilleures « positions stratégiques (...) et les infrastructures portuaires ». L'un des cinq objectifs prioritaires d'AFRICOM consiste à « structurer le théâtre [africain] en alignant les forces, les autorités, les capacités, l'empreinte logistique et les accords diplomatiques³⁴ ». Cette idée revient dans d'autres documents officiels militaires américains comme celui-ci produit par l'US Army en 2017 :

De nombreuses activités de l'US Army en Afrique sur le continent répondent à un objectif de structuration du théâtre [africain], afin de faciliter l'arrivée des forces américaines en cas d'urgence. « On ne peut faire naître la confiance d'un seul coup », précise [le général de brigade Eugene J. LeBoeuf]. « En cas d'urgence ou de crise, il est trop tard pour établir une relation de confiance. Cela doit être fait en amont. »³⁵

34. T. D. Waldhauser, « A Secure, Stable and Prosperous Africa Is an Enduring American Interest », United States Africa Command before the Senates Committee on Armed Services, 7 février 2019, p. 34 et 11.

35. S. Kimmons, « US Army Africa Pushing more Support to Lake Chad Basin to Reinforce US Stability Efforts », *Army News Service*, 26 octobre 2017.

La Chine s'impose aussi de plus en plus par le dynamisme de sa propre stratégie d'accès, notamment du fait du caractère dual des infrastructures qu'elle construit dans le cadre de l'initiative *Belt and Road*³⁶. Ces dernières en effet présentées comme étant *a priori* à usage civil, mais pouvant aussi être mobilisées pour des usages militaires. La Russie pour sa part, ne semble pas, à ce stade, disposer d'une véritable stratégie d'accès au théâtre africain, même si elle tente de renforcer son empreinte dans plusieurs pays du continent pour lui permettre à son tour de projeter sa puissance.

Des budgets importants

Lors de l'édition 2018 du Forum de Coopération Sino-Africaine (FOCAC) qui se tient tous les trois ans depuis l'an 2000, Pékin a promis 60 milliards de dollars supplémentaires d'aide aux pays du continent, dont 15 milliards de dons et prêts à taux zéro³⁷. L'Afrique n'en arrive pas moins en troisième position des investissements chinois après l'Asie et l'Europe³⁸. À cette aide chinoise répond l'engagement américain de verser 60 milliards de dollars pour l'Afrique³⁹.

Ces exemples donnent un échantillon de la puissance financière pouvant être mobilisée par ces deux pays, mais ils ne donnent pas d'informations précises sur la part de cette aide dédiée à la politique de défense et de sécurité. Pour les États-Unis, la somme des budgets attribués à la coopération militaire et de sécurité avec les pays africains représente 2,46 milliards de dollars en 2019, dont 1,3 milliard pour l'Égypte et 283 millions pour la Somalie⁴⁰. Le Sahel, en crise aiguë depuis quelques années fait également l'objet d'une attention particulière : Washington a ainsi promis fin 2018 une aide de 111 millions de dollars pour entraîner et équiper un bataillon dans chaque pays du G5 Sahel. Cette aide passera cependant sous forme d'aide bilatérale, et non via le Secrétariat de l'organisation⁴¹.

Pour la Chine, il est plus difficile d'évaluer la somme globale. On retiendra néanmoins quelques chiffres : Pékin contribue depuis 2015 à

36. A. Ekman, F. Nicolas, J. Seaman, G. Desarnaud, T. Kastoueva-Jean, Ş. O. Bahcecik et C. Nallet, « Three Years of China's New Silk Roads: From Words to (Re)action? », *Études de l'Ifri*, février 2017.

37. « La Chine promet 60 mds de dollars au développement de l'Afrique », *L'Express*, 3 septembre 2018.

38. M. Sow, « Figures of the Week: Chinese Investment in Africa », Brookings, 6 septembre 2018. Ces investissements ont surtout bénéficié au Nigeria (17 %), à l'Angola et à l'Éthiopie (8 % chacun) et au Kenya (6 %). Ils portent surtout sur deux secteurs (transports pour 33 % et énergie pour 33 %).

39. « USA Plans a \$60 Billion Fund to Counter Chinese Investments in Developing Countries », Ecofin Agency, 26 septembre 2018, disponible à l'adresse : www.ecofinagency.com.

40. Chiffres disponibles sur le site Security Assistance : securityassistance.org.

41. F. Kelly, « US Counter-Terrorism Assistance to G5 Sahel Member States almost Doubles to \$111 Million », *The Defense Post*, 5 novembre 2018, disponible à l'adresse : thedefensepost.com.

hauteur de 200 millions de dollars sur dix ans au *Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la paix et le développement* (UNPDF), qui bénéficie essentiellement à des activités de maintien de la paix ou de développement, dont une partie importante est dédiée à l'Afrique⁴². Sur les 100 millions de dollars promis par la Chine à l'Union africaine (UA) lors du FOCAC 2018, 25 devraient financer des équipements militaires pour la base logistique de l'UA au Cameroun. Des contributions ont aussi été versées pour soutenir la mission de l'UA en Somalie et d'autres organisations sous-régionales⁴³. Si l'on recherche un exemple de coopération bilatérale, on notera que la Chine a dépensé 30 millions de dollars pour un centre d'entraînement militaire à Mapinga en Tanzanie, qu'elle a terminé de construire en février 2018. La Chine a promis 45 millions de dollars à la force conjointe de G5 Sahel début 2019⁴⁴, ainsi que « 1,5 million de dollars pour le fonctionnement du Secrétariat permanent du G5 Sahel »⁴⁵.

La Russie est plus prudente dans sa communication, et dispose de toute évidence de moins de ressources que la Chine ou les États-Unis à mettre au profit de ses partenaires africains. On sait peu de chose sur ses engagements financiers au profit de l'Afrique, à part qu'elle a annulé 20 milliards de dollars de dette en 2017 et proposé d'échanger des dettes contre des investissements dans le secteur de l'énergie ou des ressources naturelles⁴⁶. La Russie ne soutient pas financièrement les pays du Sahel, même si elle leur vend des armes et tente de renforcer ses liens avec eux⁴⁷.

Accords diplomatico-militaires

En plus des financements, qui permettent de donner du contenu aux relations et de créer des dépendances, les facteurs immatériels permettant d'accéder aux territoires africains incluent les accords diplomatico-militaires, notamment ceux portant sur la coopération de défense et les rencontres entre cadres et dirigeants. Les accords de coopération militaire

42. « Influence de la Chine en Afrique : Pékin fait du maintien de la paix en Afrique un de ses leviers d'influence », DCInfo Crises extérieures, n° 40 ; United Nations Peace and Development Trust Fund, disponible à l'adresse : www.un.org ; M. Kovrig, « China Expands Its Peace and Security Footprint in Africa », International Crisis Group, 24 octobre 2018. L'auteur serait toujours retenu prisonnier en Chine. Voir K. Elmer et C. Wong, « Canadian Michael Kovrig Held in China for Allegedly Endangering National Security », *South China Morning Post*, 12 décembre 2018.

43. M. Kovrig, « China Expands Its Peace and Security Footprint in Africa », *op. cit.*

44. A. Yacouba Barma, « G5 Sahel : 26 milliards Fcfa de la Chine pour la force conjointe », *La Tribune Afrique*, 6 janvier 2019.

45. E. Dupuy, « France-Chine : rivaux ou partenaires dans le domaine de la sécurité sur le continent africain ? », *La Tribune Afrique*, 8 avril 2019.

46. J. Hubert-Rodier, « Comment les grandes puissances se disputent l'Afrique », *Les Échos*, 20 décembre 2018.

47. I. Mandraud, « 2019, 'année de l'Afrique' pour les marchands d'armes russes », *Le Monde Afrique*, 24 janvier 2019.

posent le cadre politique et légal de la coopération militaire. Ils définissent en principe le statut juridique des personnels militaires déployés sur le sol du pays d'accueil, les droits entourant le contrôle d'une base militaire, etc.

Tous les accords de défense ne sont pas connus, et lorsqu'ils le sont leur contenu reste parfois très flou. Pour la Chine, par exemple, les accords militaires font souvent partie d'un ensemble d'accords plurisectoriels. À notre connaissance de tels accords de coopération militaire ont été signés entre la Chine et le Cap-Vert, le Mozambique, Djibouti⁴⁸, mais aussi le Cameroun, le Ghana et le Nigeria après leur intégration à l'initiative BRI. Ils couvrent de vastes pans d'activité, tels « l'entraînement, l'acquisition d'armes, l'échange d'information, [l'aide à] la navigation maritime et la sécurité maritime⁴⁹ ». La Russie a quant à elle signé des accords militaires avec 24 pays d'Afrique : accord de partenariat stratégique avec l'Algérie en avril 2001⁵⁰ et accords de coopération militaire avec la république démocratique du Congo (RDC) et la République Centrafricaine (RCA) en 2018⁵¹, ainsi qu'avec le Tchad, le Niger⁵², le Burkina Faso⁵³, l'Éthiopie, le Mozambique⁵⁴, l'Égypte⁵⁵, et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)⁵⁶. En 2019, Moscou a signé deux nouveaux accords avec le Soudan, peu après le renversement du Président Omar el-Bechir⁵⁷, et avec le Mali⁵⁸. Les États-Unis ne sont pas en reste : ils ont signé des accords avec 53 pays africains, que cela soit au titre de « major non-NATO ally » pour le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, ou sous un autre statut⁵⁹. Il s'agit notamment

48. A. Leboeuf, « Coopérer avec les armées africaines », *Focus stratégique*, n° 76, octobre 2017, p. 21.

49. P. Nantulya, *op. cit.*

50. M. Biegel, « L'offensive russe pour se positionner en Algérie », *Infoguerre*, 8 février 2019, disponible à l'adresse : infoguerre.fr.

51. J. Hubert-Rodier, *op. cit.*

52. A. Ross, « Factbox: Russian Military Cooperation Deals with African Countries », Reuters, 17 octobre 2018, disponible à l'adresse : www.reuters.com.

53. « La Russie renforce ses liens militaires avec la Centrafrique », *Le Monde*, 21 août 2018.

54. C. Kouassi, « Coopération militaire : le retour en puissance de la Russie en Afrique », *Africanews*, 28 mai 2019.

55. S. Shay, « Russia and Egypt Signed a "Comprehensive Cooperation and Strategic Partnership Agreement" », IPS Publications, octobre 2018.

56. P. Beaumont, « Russia's Scramble for Influence in Africa Catches Western Officials Off-Guard », *The Guardian*, 11 septembre 2018.

57. « Coopération militaire : la Russie avance ses pions au Soudan », *La Tribune Afrique*, 25 mai 2019 ; « Russia Signs Military Deal with Sudan », Uawire, 26 mai 2019, disponible à l'adresse : uawire.org.

58. L. Lagneau, « Le Mali et la Russie ont signé un accord de coopération militaire », *Zone Militaire*, 27 juin 2019. Pour une excellente carte et un tableau de ces accords de défense russes et une analyse juste de la politique africaine russe, lire J. Hedenskog, « Russia Is Stepping Up Its Military Cooperation in Africa », FOI Memo 6604, décembre 2018. Pour une autre source, qui mentionne notamment Botswana, Burundi, Cameroun, Eswatini, Gambie, Ghana, Guinée, Nigeria, Rwanda et Sierra Leone, voir « Factbox : Russia Military Cooperation Deals with African Countries », Reuters, 17 octobre 2018.

59. « Treaties in Force. A List of Treaties and Other International Agreements of the United States in Force on January 1, 2019 », Département d'État, disponible à l'adresse : www.state.gov.

pour Washington de protéger son accès au théâtre et de s'assurer d'un cadre juridique permettant le déploiement de leurs soldats.

À la signature de ces accords peuvent s'ajouter des relations entre décideurs politico-militaires qui ancrent la coopération militaire dans un terreau humain plus favorable dans la durée. À ce titre, les trois puissances envoient régulièrement leurs officiels dans les pays africains avec lesquels ils ont (ou espèrent développer) les relations les plus soutenues. Notons par exemple que le roi du Maroc Mohammed VI s'est rendu en Russie le 15 mars 2016, marquant un rapprochement des deux pays suite à des relations plus tendues avec la France et le secrétaire général des Nations Unies⁶⁰. Ces rencontres peuvent aussi avoir lieu entre chefs militaires ou services de sécurité, ou entre hommes politiques – le parti communiste chinois jouant un rôle crucial à cet égard. Parfois, des rencontres dans le cadre de comités de défense binationaux sont mises en place, comme c'est le cas entre la Chine et l'Afrique du Sud ou l'Égypte⁶¹, ou entre la Russie et l'Angola, le Nigeria ou l'Afrique du Sud⁶². Ces diplomaties vont même jusqu'à se positionner comme médiateurs dans les conflits, une position qu'affectionnent particulièrement à la fois la Russie (RCA, Libye)⁶³ et la Chine⁶⁴, de manière plus ou moins fructueuse.

Du *soft power* aux opérations d'influence

Le *soft power* s'illustre par la capacité à proposer un discours alternatif pour donner sens aux événements du monde et plus précisément à l'action des partenaires de l'Afrique. Poussé au-delà de la pratique normale de la diplomatie publique et culturelle, le *soft power* peut vite basculer dans l'action d'influence voire dans l'ingérence caractérisée⁶⁵. Les États-Unis comme la Russie ont été tout au long de la guerre froide les maîtres de

60. « Russie : 50 ans après son père, Mohammed VI est en visite à Moscou », *RFI*, 15 mars 2016.

61. A. Leboeuf, « Coopérer avec les armées africaines », *op. cit.*, p. 21.

62. « Angola and Russia Discuss Strengthening of Military Cooperation », *Angola Press Agency*, 23 mai 2017 ; « SA/Russian Military Relations Cemented During Ministerial Moscow Visit », *Defense Web*, 29 avril 2016 ; « Nigeria, Russia Agree on Military Cooperation », *Premium Times*, 26 juin 2017.

63. Sur la RCA, lire par exemple, « Crise en Centrafrique : Moscou a dirigé une médiation parallèle au Soudan », *Jeune Afrique*, 30 août 2018. Sur la Libye, lire : M. Panara, « La Russie s'intéresse également à la nouvelle Afrique », *Le Point Afrique*, 25 octobre 2017 : « Dialoguer avec des entités en conflits, les Russes savent faire... En Libye, la Russie... discute avec tout le monde, des représentants de Misrata au général Haftar. »

64. D. Sun, Y. Zoubir, « China's Participation in Conflict Resolution in the Middle East and North Africa: A Case of Quasi-Mediation Diplomacy? », *Journal of Contemporary China*, vol. 27, n° 11, 2018, p. 224-243 ; M. Chazizia, « China's Mediation Efforts in the Middle East and North Africa: Constructive Conflict Management », *Strategic Analysis*, vol. 42, n° 1, 2018, p. 29-41.

65. L. Robinson, T. C. Helmus, R. S. Cohen *et al.*, *Modern Political Warfare: Current Practices and Possible Responses*, Santa Monica, RAND Corporation, 2018.

l'influence et continuent de disposer de puissants outils dans ce domaine, qu'ils soient publics, discrets ou clandestins⁶⁶. La Chine promeut pour sa part un narratif valorisant son action pour un meilleur accès des nations africaines aux biens communs globaux et d'un rééquilibrage de la gouvernance mondiale au profit des pays en développement⁶⁷. Pourtant, il n'existe que peu de données fiables sur ce que font ces trois États en Afrique dans ce domaine ; on ne peut que souligner ici l'existence de capacités et de potentialités à défaut de mettre en avant des pratiques avérées.

Un volet de cette influence ou soft power consiste notamment à inviter des personnalités d'un pays à des formations ou voyages de découverte. Cette technique est pratiquée de façon massive par les États-Unis⁶⁸ et de plus en plus par la Chine, avec notamment de nombreuses invitations de chercheurs à des conférences rémunérées. Contrairement à l'époque soviétique, la Russie semble moins en capacité de suivre ce rythme, même si elle forme également des militaires africains (*cf. infra*).

Sur le plan de l'influence médiatique en revanche, la Russie a su se tailler un véritable empire : les informations de RT et *Spoutnik* se diffusent largement dans les médias africains, que ce soit la presse traditionnelle, les médias en lignes, les newsletters, les blogs, etc.⁶⁹. Ces informations sont souvent considérées par leurs lecteurs africains comme d'une valeur équivalente à celles de VOA, de la BBC, de France 24 ou des dépêches de Xinhua. Les deux médias russes sont en revanche souvent présentés en France comme relayant des discours complotistes qui ne facilitent pas le travail en commun entre acteurs africains et non africains⁷⁰. Des acteurs russes auraient également financé la presse centrafricaine pour critiquer les

66. L'Agence de l'Information (USIA) est démantelée en 1998. M. Kandel, *Les États-Unis et le monde, de Washington à Donald Trump*, Paris, Perrin, 2018, p. 159. Pour rappel, celui qui est souvent considéré comme l'inventeur de la propagande est austro-américain, Edward Bernays. Il a notamment publié *Propaganda : comment manipuler l'opinion en démocratie*, Montréal, LUX, 2008 et a contribué à l'entrée en guerre des États-Unis en 1917. Voir aussi : M. Quessard, *Stratégies d'influence et guerres de l'information. Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

67. M. Kovrig, « China Expands Its Peace and Security Footprint in Africa », *op. cit.* ; Xi Jinping, « Travaillons ensemble pour une communauté de destin et un développement commun », Discours du Président de la République populaire de Chine à la Cérémonie d'ouverture du Sommet de Beijing 2018 du Forum sur la Coopération sino-africaine, 3 septembre 2018.

68. Avec des programmes très variés comme l'International Visitor Leader Program qui dure trois semaines et permet d'être accueilli dans au moins trois villes américaines, le Département d'État invite chaque année plus de 55 000 participants à ses programmes d'échange (Lettre de Donald Trump aux participants internationaux des programmes du Département d'État datée du 6 août 2018, en possession de l'auteur).

69. K. Limonier, « Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale », *Note de Recherche de l'Irsem*, n° 66, novembre 2018.

70. T. Caubel, P. David et C. Dionet « RT France, Spoutnik : dix choses à savoir sur les médias russes en France », *L'Obs*, 30 mai 2017.

Occidentaux⁷¹. Les efforts chinois pour « vendre » la BRI et plus largement leurs politiques tentant de contrôler ou au moins d'influencer les médias africains ont aussi pu être critiqués⁷².

Ce premier niveau de concurrence en termes de soft power est complété par d'autres pratiques, parfois plus difficiles à identifier. Un secteur économique ou un type de produit spécifique peut par exemple être utilisé pour accéder à des données ou constituer un levier d'influence sur un pays et ainsi « construire un nid pour accueillir le Phénix⁷³ ». C'est le cas bien entendu de la BRI chinoise : en novembre 2018, 37 des 55 pays de l'Union africaine avaient déjà signé un accord BRI avec la Chine⁷⁴. On pense également à l'effort chinois en faveur de ses entreprises comme la compagnie d'État Huawei (mais aussi ZTE), en vue de vendre ses solutions de « *smart cities* » à Abidjan, à Lagos ou à Maputo, articulées autour de la vidéo-surveillance et de logiciels de reconnaissance faciale. Ces outils, au même titre d'ailleurs que des produits plus courants comme les téléphones portables, peuvent donner accès aux acteurs chinois à d'importantes bases de données qui pourront demain être mobilisées en vue de développer de nouveaux produits, d'affiner le marketing ou encore de nourrir les algorithmes d'intelligence artificielle. L'enjeu est aussi celui de la surveillance des oppositions et des mouvements sociaux en devenir. Quand on connaît l'usage fait par la Chine des *smart cities* pour la « gouvernance sociale », on peut s'inquiéter de voir émerger ou se consolider des États autoritaires africains disposant de telles technologies – à la seule condition qu'elles soient efficacement exploitées et entretenues.

Dans une démarche plus prospective, il est utile d'observer les actions d'influence de la Chine ailleurs dans le monde, et notamment en Asie-Pacifique, pour anticiper les stratégies qu'elle pourrait demain mettre en œuvre en Afrique. Citons par exemple le cas de l'Australie et de la Nouvelle-

71. Certaines sources européennes ont par exemple été victimes d'une campagne de dénigrement dans les médias centrafricains qui aurait été orchestrée par les acteurs russes, avec des paiements généreux (environ 30 euros) pour tout article favorable aux intérêts russes. « Centrafrique/France/Russie, Médias locaux et réseaux sociaux sous l'œil de Moscou », *La Lettre du Continent*, n° 782, 22 août 2018, p. 2.

72. Grâce notamment à l'achat de parts de certains médias, comme en Afrique du Sud, à l'influence de StarTimes, une grande entreprise de média surtout payants présente en Afrique, par les formations de journalistes africains ou grâce à un réseau médiatique global, le Belt and Road News Network (BRNN). Voir A. Latif Dahir, « China Wants to Use the Power of Global Media to Dispel Belt and Road Debt Risks », *Quartz Africa*, 25 avril 2019 ; « Entretien entre Alpha Condé et président de StarTimes », *Journal de Conakry*, 13 septembre 2018.

73. T. Pairault, « Des nids pour le phénix : L'Afrique et les zones économiques spéciales 'chinoises' », 2^e Workshop en économie du développement, « Politiques publiques de développement dans les pays d'Afrique subsaharienne », Université du Luxembourg, Association Tiers-Monde, Université Alasasane Ouattara, Abidjan, Côte d'Ivoire, mars 2019.

74. « China Signs MOUs with 37 African Countries, AU on B&R Development », *China Daily*, 7 septembre 2018.

Zélande⁷⁵, où les communautés d'origine chinoise sont régulièrement accusées d'être exploitées par Pékin comme des relais de sa politique. La stratégie d'influence de la Chine en Océanie s'est aussi signalée par l'exploitation de relations interpersonnelles et d'amitié avec des hommes politiques susceptibles de peser sur l'action publique, faisant craindre une forme de corruption et alimentant notamment une critique d'alliés traditionnels tels que les États-Unis et le Royaume-Uni. Si la Chine réussit ainsi à introduire le doute dans les relations politiques de démocraties aussi bien établies que l'Australie et la Nouvelle-Zélande, bénéficiant pourtant d'un secteur de sécurité solide et capable de lutter contre les ingérences, on peut estimer que son influence sera d'autant plus aisée dans certains pays africains plus vulnérables et où la corruption reste une pratique sociale largement répandue.

La stratégie chinoise du « front uni » est un autre biais par lequel Pékin exerce son influence à l'international. Cette méthode est héritée des deux alliances de circonstances nouées avec le Guomindang, en 1924-1927 et en 1937-1945 avant de reprendre la guerre civile avec ce dernier. Le concept a été mobilisé à plusieurs reprises dans la politique étrangère chinoise, par exemple à la conférence de Bandung de 1955, où Zhou Enlai appelait à un front uni avec les partis nationalistes du tiers-monde contre l'impérialisme occidental⁷⁶. La notion est à aujourd'hui remise au goût du jour dans l'optique d'influencer voire contrôler certains acteurs et partenaires internationaux⁷⁷.

La Russie et les États-Unis sont également en mesure de peser sur les dynamiques politiques de leurs partenaires africains. Si les activités d'influence américaines se sont longtemps attachées à des objectifs tels que la promotion de la démocratie ou la lutte contre le communisme, elles semblent aujourd'hui moins lisibles, soutenant toujours d'un côté les valeurs démocratiques mais aussi parfois le populisme et l'autoritarisme. Un exemple récent est la tension ayant suivi l'élection présidentielle en RDC, lorsque d'un côté Washington a imposé des sanctions pour pénaliser les fraudes, et de l'autre a adressé des félicitations au président élu Felix Tshisekedi⁷⁸. Du côté russe, Moscou apporte son soutien à des régimes amis,

75. A.-M. Brady, « Magic Weapons: China's Political Influence Activities under Xi Jinping », article présenté à la conférence « The Corrosion of Democracy under China's Global Influence », organisée par la Taiwan Foundation for Democracy, Arlington, 16-17 septembre 2017.

76. M. E. Latham, « The Cold War in the Third World. 1963-1975 », in M. Leffler et O. A. Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War. Vol. II: Crises and Detente*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 266.

77. « Chine : le chef du travail du Front uni souligne l'importance d'être en cohérence avec le PCC », *People Daily*, 8 novembre 2017.

78. C. I. Nwoye, « U.S. Warmly Welcomed Congo's Disputed Election Results — but Has Been Sanctioning Its Election Officials Ever Since », *The Intercept*, 3 avril 2019.

comme la Guinée⁷⁹ ou le Soudan, parfois au risque de perdre de l'influence quand les transitions se font malgré tout. Moscou aurait ainsi envoyé une dizaine de « conseillers politiques » pour mieux gérer la menace des « printemps arabes » dans plusieurs États africains, dont Madagascar, la RCA, la RDC et le Soudan⁸⁰. La BBC a aussi enquêté sur des ingérences russes lors des élections malgaches : elle a identifié des procédés qui peuvent rappeler ceux suspectés d'avoir été employés lors de certains scrutins en Occident comme le Brexit ou les élections présidentielles américaines de 2016⁸¹.

Infrastructures et présence militaire matérielle sur le continent

L'accès stratégique au théâtre africain exige également de disposer d'infrastructures où faire mouiller ses bateaux (ports), poser ses avions et drones (aéroports), installer en sécurité son personnel militaire et civil (bases), entreposer ses plateformes (véhicules, drones) et exploiter ses systèmes de communication et de renseignement. Si les trois puissances semblent témoigner d'une volonté identique de disposer de bases relais de leur influence, il est toutefois très difficile de savoir précisément quels sont les volumes de personnels déployés dans ce cadre.

Les États-Unis sont sans conteste celle des trois puissances la mieux « installée » en Afrique, avec une base principale à Djibouti et une multitude d'implantations sur le continent, avec une concentration dans la diagonale allant du golfe de Guinée à la Corne de l'Afrique (*cf.* carte n° 1). Si AFRICOM est toujours localisé à Stuttgart en Allemagne, il supervise plus de 7 000 militaires et civils américains déployés en Afrique, dont environ 4 000 à Djibouti⁸². Selon un porte-parole d'AFRICOM, les États-Unis auraient eu en 2017 46 sites de taille variable servant au soutien logistique de bases aériennes ou navales, ou à appuyer des opérations de forces spéciales⁸³.

79. « En Guinée, le discours-choc de l'ambassadeur russe ne passe pas inaperçu », *RFI*, 11 janvier 2019.

80. A. Kalika, *op. cit.*, p. 20 ; P. Goble, *op. cit.*

81. G. Borgia, « Did Russia Meddle in Madagascar's Election? », *BBC*, 8 avril 2019 ; J.-B. Jeangène Vilmer, A. Escoria, M. Guillaume et J. Herrera, *Les Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*, Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) et Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Paris, août 2018 ; National Intelligence Council of the United States, « Background to "Assessing Russian Activities and Intentions in Recent US Elections": The Analytic Process and Cyber Incident Attribution », 6 janvier 2017 ; M. Galeotti, « Controlling Chaos: How Russia Manages Its Political War In Europe », European Council on Foreign Relations, août 2017.

82. C. Goldbaum, « Exclusive: Massive Military Base Buildup Suggests the U.S. Shadow War in Somalia Is Only Getting Bigger », *Vice News*, 3 mai 2018.

83. N. Turse, « Secret US Military Documents Reveal a Constellation of American Military Bases Across Africa », *The Nation*, 27 avril 2017.

D'autres décomptes de 2018 mentionnent 34 implantations⁸⁴. Une base de drones « Niger Air Base 201 » à Agadez devrait être opérationnelle fin 2019⁸⁵. On pourrait également citer la base aérienne de Baledogle en Somalie, qui disposerait de plus de 800 lits⁸⁶. Suite à la mort de quatre de ses forces spéciales au Niger en 2017, le Pentagone a annoncé qu'il allait réduire le nombre de ses militaires déployés sur le continent, mais il demeure difficile de savoir si cette diminution a effectivement eu lieu et, si oui, quelle a été son ampleur⁸⁷.

La Chine dispose elle aussi d'une base à Djibouti depuis août 2017 qui lui sert de soutien pour la logistique et le renseignement⁸⁸. Ses effectifs sont cependant loin d'égaliser ceux de la base américaine voisine puisqu'officiellement seuls 250 militaires chinois y seraient déployés – un chiffre, qui, selon certaines estimations, pourrait atteindre à l'avenir 1 000 au regard des installations construites⁸⁹. Pékin peut par ailleurs miser sur ses investissements de la BRI pour exploiter stratégiquement des infrastructures portuaires, routières et ferroviaires qui lui donnent un accès unique au continent et qui la positionnent comme « un acteur majeur de l'espace maritime africain »⁹⁰. Pékin a en effet rénové ou gère des ports dans de nombreux pays africains comme Djibouti, la Namibie (Walvis Bay), Sao Tomé et Príncipe, le Cameroun, le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et la Guinée, et des travaux sont prévus en Gambie et au Sénégal. Des inquiétudes ont été exprimées sur le risque d'appropriation de ces installations par la Chine si les pays concernés ne réussissent pas à rembourser leur dette – comme cela a été le cas pour le port de Hambantota au Sri Lanka par exemple⁹¹. Notons aussi que, contrairement aux États-Unis ou à la Russie, la Chine peut appuyer ses projections sur l'existence de très nombreux ressortissants chinois en Afrique.

La Russie semble quant à elle vouloir construire des nœuds de soutien dans les pays avec lesquels elle a une relation ancienne, ou avec lesquels elle souhaite développer de nouveaux points d'appuis. La Russie s'implante en

84. N. Turse, « U.S. Military Says It Has a "Light Footprint" in Africa. These Documents Show a Vast Network of Bases », *The Intercept*, 1^{er} décembre 2018.

85. J. Penney, « Drones in the Sahara », *The Intercept*, 18 février 2018.

86. C. Goldbaum, *op. cit.*

87. G. Lubold, « Pentagon to Scale Back Number of Forces in Africa. Officials See 10 % Cut as U.S. Focuses on Threats Elsewhere », *Wall Street Journal*, 15 novembre 2018.

88. N. Chandran, « China Says It Will Increase Its Military Presence in Africa », *CNBC*, 27 juin 2018.

89. Si certaines sources parlent d'un objectif de 10 000 personnes, Sonia Le Gouriellec cite le chiffre de 1 000 à partir du témoignage d'une personne ayant travaillé sur les lieux, car il n'y aurait pas de logements en nombre suffisant pour loger plus de 1 000 personnes ; E. Dupuy, « France-Chine... », *op. cit.* ; S. Le Gouriellec, « Chine, Éthiopie, Djibouti », *op. cit.*, p. 17.

90. A. Ekman, F. Nicolas, J. Seaman, G. Desarnaud, T. Kastouéva-Jean, Ş. O. Bahcecik, C. Nallet, *op. cit.* ; P. Nantulya, *op. cit.*

91. M. Abi-Habib, « How China Got Sri Lanka to Cough Up a Port », *The New York Times*, 25 juin 2018.

Égypte (où Moscou a déjà l'autorisation d'utiliser l'espace aérien et les bases pour ses avions de combat), en Angola, au Soudan, en RCA, en RDC⁹² et au Congo-Brazzaville⁹³. La Russie a également envisagé sérieusement l'ouverture de bases logistiques au Soudan⁹⁴, au Somaliland⁹⁵ ainsi qu'en Érythrée⁹⁶, mais aucune de ces perspectives ne semble pour l'heure avoir abouti. Ces projets semblent se heurter à la fois à l'influence américaine et à celle des monarchies arabes du Golfe, également très actives dans la Corne de l'Afrique⁹⁷.

92. P. Goble, « Moscow Quickly Expanding Ties to Africa », *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, vol. 15, n° 92 ; J. Losh, O. Mathews, « 'Battle for Africa': Russia Pushes Into 'Free Country for the Taking' In Attempt to Rival the West », *Newsweek*, 8 septembre 2018.

93. « La Russie annonce l'envoi de conseillers militaires au Congo », *Agence France Presse*, 24 mai 2019.

94. « Sudan Says Russia Could Set Up Military Base on Red Sea », *Sudan Tribune*, 12 janvier 2019.

95. A. Korybko, « Russia's' Pivot to Africa'? The Strategic Implications of a Possible Base in Somaliland », *Global Research*, 6 avril 2018.

96. P. Beaumont, « Russia's Scramble for Influence in Africa Catches Western Officials Off-Guard », *The Guardian*, 11 septembre 2018 ; « L'Érythrée annonce un accord de projet portuaire avec la Russie », *RFI*, 3 septembre 2018.

97. R. Marchal, « Les Russie et la Corne de l'Afrique. Anachronismes ou nouvelles configurations ? », *Observatoire Afrique de l'Est*, Note actualité, n° 4, DGRIS, février 2019, p. 16-17.

Les opérations militaires

Une fois l'accès au théâtre africain sécurisé, quelles sont les actions militaires conduites par les trois puissances ? États-Unis, Chine et Russie mènent chacun des opérations extérieures en Afrique de types très différents. C'est certainement le volet de leur politique de défense où les divergences sont les plus fortes. Washington est aujourd'hui engagé dans trois conflits, en Somalie, au Sahel et en Libye, ainsi que dans des actions ponctuelles sur d'autres théâtres. Cette approche, reposant essentiellement sur un recours aux forces spéciales et aux drones, constitue certes une « empreinte légère » (*light footprint*) au regard des moyens américains déployés ailleurs dans le monde. Elle n'en semble pas moins particulièrement visible et coercitive en comparaison de celle des deux autres puissances. La Chine concentre encore largement son action sur les opérations de maintien de la paix et d'évacuation de ses ressortissants. Quant à la Russie, elle a fait la une des médias pour un petit déploiement en RCA, officiellement de 175 personnes, soit autant que la mission de l'Union européenne EUTM-RCA⁹⁸, mais qui a été interprété comme un premier pas vers une politique plus active en Afrique susceptible de bouleverser les équilibres de pouvoir régionaux. Enfin, un élément semble rassembler les trois puissances dans leurs opérations africaines : le recours aux sociétés militaires privées, même si elles n'en font pas forcément le même usage.

États-Unis : drones et forces spéciales

En 2016, le général Donald Bolduc, alors chef des forces spéciales américaines en Afrique (SOCAFRICA) disait avoir 96 missions simultanément sur le continent, témoignant de l'intensité du tempo opérationnel sur le théâtre. Ces forces seraient actives dans au moins 32 pays africains⁹⁹. De plus, la part de l'Afrique dans le déploiement de forces spéciales américaines n'a cessé de croître : de 1 % des forces spéciales américaines en 2006, le continent représentait en 2017 le deuxième théâtre d'intervention après le Moyen-Orient, avec 17 % des troupes déployées¹⁰⁰.

98. L. Hubaut, « EUTM RCA lancée. Les premières formations mises en place », *Bruxelles 2*, 29 juillet 2016, disponible à l'adresse : www.bruxelles2.eu.

99. N. Turse, « The War you've never heard of », *Vice News*, 18 mai 2017.

100. *Ibid.*

Les interventions américaines en Afrique prennent des formes assez proches quel que soit l'espace dans lequel elles s'inscrivent. Des militaires, souvent des forces spéciales, et parfois des civils issus des services de renseignement ou de compagnies de sécurité privées entraînent, conseillent, équipent, appuient, soutiennent et accompagnent les armées nationales, voire des groupes armés non étatiques (à l'instar de l'armée nationale libyenne de Khalifa Haftar). Ils peuvent même être amenés à planifier et commander des opérations d'unités locales africaines, qu'il s'agisse de reconnaissance ou de raids contre des cibles représentant un danger pour les États-Unis¹⁰¹. Les États-Unis apportent aux entités qu'ils appuient toutes sortes de savoir-faire, allant du renseignement technique (drones et satellites notamment) à l'appui-feu. Par ailleurs, en Somalie, en Libye et en théorie au Niger, les frappes par drones armés sont aussi autorisées au titre de l'action directe¹⁰².

En plus de ces trois théâtres essentiels, les forces américaines ont été déployées de façon ponctuelle sur d'autres espaces ces dernières années, comme le Lac Tchad et la RCA. Des programmes d'opérations spéciales existent actuellement au Cameroun, au Niger, en Somalie, au Kenya, en Tunisie et au Mali, mais aussi par le passé en Mauritanie¹⁰³. Le cas du Liberia, avec une opération visant à endiguer l'épidémie d'Ebola en 2014, est la seule mission dont la forme varie véritablement de celles présentées ici. Elle pourrait constituer un précédent pour d'autres opérations de prévention des pandémies – un élément constant de la politique américaine de sécurité nationale, notamment depuis l'adoption d'une politique de sécurisation des maladies infectieuses à partir de 2000¹⁰⁴.

La Somalie

L'implication des États-Unis dans la Corne de l'Afrique et notamment en Somalie est ancienne. Durant la guerre froide, le ralliement de Siad Barre au camp occidental avait suscité un premier engagement militaire des États-

101. Ces opérations peuvent être menées au titre de la section 127-E (anciennement 1208) du code des États-Unis qui autorise l'exécutif à conduire sans l'accord exprès du Congrès des opérations spéciales de lutte contre le terrorisme d'un montant maximal de 10 millions de dollars par pays pour un volume total de 100 millions de dollars. Le Cameroun, le Niger, la Somalie, le Kenya, la Tunisie et le Mali ont bénéficié de cette procédure. Des programmes ont également existé en Mauritanie et en Libye mais se sont terminés suite à diverses difficultés. Sur ce point, lire W. Morgan, « Behind the Secret U.S. War in Africa », *Politico*, 7 février 2018, disponible à l'adresse : www.politico.com. La section 127-E du titre 10 (« Forces armées ») du Code des États-Unis est consultable à l'adresse : www.govinfo.gov.

102. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 13.

103. *Ibid.*

104. A. Leboeuf et E. Broughton, « Securitization of Health and Environmental Issues: Process and Effects. A research outline », Document de Travail de l'Ifri, mai 2008.

Unis, notamment lors de la guerre de l'Ogaden (1977-1978) contre l'Éthiopie socialiste de Mengistu. Dans les années 1990, ceux-ci s'impliquent dans la guerre civile somalienne au prix d'un retentissant fiasco lors de l'opération *Gothic Serpent* (1993). Suite à ce désastre, les États-Unis sont restés à l'écart de la Somalie jusqu'en 2002. Dans le cadre de l'AUMF accordée par le Congrès pour lutter contre les responsables du 11 septembre 2001, l'administration Bush envoie des forces spéciales et d'action clandestine pour capturer ou tuer des membres d'Al-Qaïda présents en Afrique de l'Est. En janvier 2007, après l'intervention éthiopienne contre les Tribunaux islamiques de Mogadiscio et l'émergence du groupe al-Shabab, Washington conduit sa première frappe en Somalie en visant ces derniers¹⁰⁵. Depuis lors, la stratégie américaine continue de combiner actions clandestines et frappes de drones, ainsi qu'un effort constant pour soutenir la reconstitution de l'armée somalienne et ses partenaires intervenant dans le cadre de la mission de l'Union africaine (AMISOM), présente dans le pays depuis 2007. En 2013 les États-Unis ont procédé au premier détachement officiel de forces américaines pour conseiller l'armée somalienne¹⁰⁶. De 50 conseillers en 2016, l'effectif américain est passé à plus de 500 militaires en 2018¹⁰⁷.

Les premières frappes de drones dans le pays ont eu lieu en 2011. Si leur utilisation a été en partie restreinte sous l'administration Obama, l'administration Trump a levé la plupart de ces contraintes¹⁰⁸ en désignant plusieurs zones somaliennes comme zones de guerre, permettant d'y conduire des frappes plus librement¹⁰⁹. Leur nombre est ainsi passé de 34 frappes en 2017, à 47 en 2018, et à 41 pour les six premiers mois de 2019,

105. « The Hidden Us War in Somalia: Civilian Casualties from Air Strikes in Lower Shabelle », Amnesty International, 2019, p. 20-21.

106. Le général Waldhauser explique ainsi que les activités militaires américaines en Somalie comprennent l'entraînement et l'équipement d'unités de combat somaliennes et « quand nécessaire, des actions cinétiques ». T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 21.

107. C. Goldbaum, *op. cit.*

108. Si les directives de Donald Trump n'ont pas été publiées, il semble que les principales distinctions portent sur la menace que doit représenter la cible pour les États-Unis pour justifier une frappe : une menace moindre peut désormais suffire à justifier une action. Par ailleurs, la cible ne doit plus être dans la zone de frappe avec une « quasi-certitude » (*near-certainty*) mais seulement une certitude raisonnable. Surtout, le processus décisionnel n'est plus aussi centralisé et la Maison blanche ne doit plus valider toutes les décisions de frappe mais uniquement la décision de recourir à des actions directes (raid de forces spéciales et frappes) dans de nouveaux pays. Par contre, l'exigence de s'assurer d'une quasi-certitude qu'aucun civil ne risque d'être touché par les frappes reste au cœur du dispositif (mais uniquement hors des zones labélisées « de guerre »). S. Tankel, *op. cit.* Voir notamment le 2013 Presidential Policy Guidance (PPG) « Procedures for Approving Direct Action Outside the United States and Areas of Active Hostilities ». Voir S. Tankel, « Donald Trump's Shadow War », *Politico*, 9 mai 2018, disponible à l'adresse : [politico.com](https://www.politico.com).

109. C. Goldbaum, « Massive Military Base Buildup Suggests the U.S. Shadow War in Somalia Is Only Getting Bigger », *Vice News*, 3 mai 2018.

contre seulement 14 en 2016¹¹⁰. Les drones américains, qui décollaient jusqu'en 2016 de bases en Éthiopie¹¹¹, partent désormais essentiellement des Seychelles et de Djibouti¹¹². Peu à peu, les frappes aériennes, autrefois réservées à des cibles posant un danger immédiat pour les États-Unis, sont devenues des outils pour protéger les armées partenaires des États-Unis et les militaires américains en opération.

La Libye

La Libye est certainement, après la Somalie, le deuxième front africain le plus important pour les États-Unis. Leur objectif initial consistait là aussi à lutter contre les groupes terroristes tels que l'État islamique et al-Qaïda. Cette dernière organisation – sous le couvert de sa filiale Ansar al-Sharia – fut notamment responsable de l'attentat contre l'enceinte diplomatique américaine de Benghazi en 2012 qui coûta la vie à quatre Américains dont l'ambassadeur J. Christopher Stevens. Alors que les positions des djihadistes commençaient à reculer (prise de Syrte en 2016, prise de Benghazi en 2017) et que la guerre civile s'accroissait entre le gouvernement d'accord national et l'armée nationale libyenne du maréchal Haftar, les buts poursuivis par les États-Unis sont apparus moins clairs. Washington semble avoir fait le choix, à l'instar d'autres pays tels que l'Arabie Saoudite, la France et la Russie, de soutenir Haftar. Au contraire de la Russie cependant, les États-Unis ont rapidement condamné l'offensive de ce dernier contre Tripoli en avril 2019¹¹³.

Pour pouvoir conduire des frappes aériennes de façon moins contrainte, le président Obama avait décidé de redéfinir une partie de la Libye (et notamment la région de Syrte où s'était établi l'État Islamique en 2015) comme zone de guerre¹¹⁴. Une campagne de frappes aériennes y a notamment eu lieu entre août et janvier 2017 (495 frappes officiellement, dont 60 % par des drones) pour soutenir les brigades de Misrata se battant contre Daech à Syrte avec le soutien de forces spéciales de plusieurs pays occidentaux – mais pas des États-Unis, qui avaient apparemment reçu

110. Amnesty International, *op. cit.*, p. 27 et 21. Ce rapport expose clairement plusieurs cas de dommages collatéraux que l'ONG a vérifié et rappelle le cadre du droit international humanitaire et des conflits armés qui s'impose à qui veut conduire des frappes aériennes. Pour le chiffre de 2019 : « Somalia: Reported US actions 2019 », The Bureau of Investigative Journalism, 27 juillet 2019, disponible à l'adresse : www.thebureauinvestigates.com.

111. « US Shuts Drone Base in Ethiopia », *BBC*, 4 janvier 2016.

112. S. Tankel, *op. cit.*

113. D. D. Kirkpatrick, « U.S. Military Pulls Out of Libyan Capital as Rival Militias Battle », *The New York Times*, 7 avril 2019.

114. S. Tankel, *op. cit.* ; N. Turse, H. Moltke et A. Speri, « Secret War », *The Intercept*, 21 juin 2018.

l'ordre de rester à l'arrière¹¹⁵. Après les opérations à Syrte, AFRICOM a annoncé que des forces américaines resteraient déployées en Libye, sans préciser leur nombre exact.

Faute d'objectifs clairement définis, le Président Trump a déclaré en avril 2018 « ne pas voir le rôle [des États-Unis] en Libye ». Leur présence semble pour l'heure se réduire à la lutte contre Daech et al-Qaïda ainsi qu'à des efforts pour maintenir ouverts les puits de pétrole¹¹⁶. Le rythme opérationnel s'est considérablement réduit, avec une dizaine de frappes entre l'automne 2017 et juin 2018¹¹⁷. Selon AFRICOM, ces frappes ont visé des leaders et des commandants opérationnels de l'État islamique en Libye et d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)¹¹⁸. Suite à l'offensive de Haftar contre le gouvernement d'accord national reconnu par Washington, les États-Unis ont annoncé avoir retiré leurs forces de Libye¹¹⁹. Pourtant, si l'objectif stratégique américain est de contenir l'influence russe et chinoise en Afrique, rester engagé en Libye pourrait faire sens. Cela exigerait toutefois une stratégie plus claire et sans doute des moyens plus complexes que des frappes de drones et des raids commandos.

Le Niger

La posture américaine au Niger et plus largement au Sahel s'inscrit depuis 2002 dans le cadre de la lutte antiterroriste (*Pan-Sahel Initiative* puis *Trans-Sahara Counter-Terrorism Initiative* en 2004, puis *Trans Sahara Counter Terrorism Partnership* en 2008) qui inclut les pays du G5 mais aussi l'Algérie, la Libye, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal et la Tunisie. La présence militaire au Niger depuis 2014 met officiellement l'accent sur la collecte de renseignement et la collaboration avec les pays de la région, entre autres via la formation des armées locales¹²⁰. L'objectif essentiel demeure naturellement la lutte contre les groupes terroristes et notamment l'État Islamique au Grand Sahara, particulièrement présent à la frontière malonigérienne. Il semblerait qu'à partir de 2012, le Niger a progressivement

115. A. deGrandpre, « The Pentagon Wants to Keep Ground Troops in Libya and Go on Offense in Somalia », *Military Times*, 24 mars 2017 ; J. Schogol, « Marine Air Power Helped Annihilate ISIS in Former Libyan Stronghold », *Marine Times*, 2 mars 2017 ; S. D. Naylor et N. Turse, « Libyan War Escalates Amid Lack of U.S Strategy for Secret Missions in Africa », *Yahoo News*, 10 avril 2019.
116. B. Fishman, « With Interests in Libya under Threat, US Must Adopt Urgency », *The Hill*, 15 avril 19.

117. N. Turse, H. Moltke et A. Speri, *op. cit.*

118. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 26.

119. R. Musa, S. Magdy, « US Withdraws Troops from Libya Amid Rival Militias Fighting Near Capital », *Military Times*, 7 avril 2019.

120. J. Trevithick, « Niger Is the New Hub for American Ops in North, West Africa », *Offiziere.ch*, 20 mai 2014.

remplacé le Burkina Faso comme hub du contre-terrorisme américain dans la région¹²¹, ainsi que l'expliquait en 2018 le porte-parole de l'AFRICOM :

« Le Niger occupe une position stratégique entourée sur trois fronts par des organisations terroristes en Libye, Mali et au Nigeria. [...] Nous protégeons les intérêts stratégiques nationaux au Niger en travaillant, *par, avec et à travers* nos alliés et partenaires pour empêcher les terroristes ayant une portée d'action globale de construire des sanctuaires. »¹²²

Depuis 2013 et le déclenchement de l'opération *Serval*, la posture américaine soutient et complète l'action de la France qui y conduit l'effort principal sous la forme de l'opération *Barkhane*, et ne la concurrence pas – même si quelques éléments de rivalités sont parfois perceptibles. Cette coopération se traduit par l'appui en matière de renseignement technique, de capacités de transport et de ravitaillement en vol. L'action américaine n'est toutefois pas inféodée à ce partenariat, et conduit aussi de façon autonome des opérations spéciales au Mali et au Niger (et par le passé en Mauritanie) en lien avec les forces locales. C'est semble-t-il dans le cadre d'une de ces opérations qu'une équipe de forces spéciales américaines et nigériennes est tombée dans l'embuscade de Tongo Tongo en octobre 2017, causant la mort de cinq militaires nigériens et de quatre Américains.

Cette embuscade et ses suites ont permis de révéler une certaine décentralisation des raids visant à capturer ou tuer des cibles terroristes sans que les ordres ne remontent nécessairement à AFRICOM – pour Tongo Tongo, il s'agissait de capturer ou d'éliminer Doundou Chefou, un cadre de l'EIGS¹²³. Chercheurs, journalistes et politiciens américains se sont ainsi inquiétés de la participation de militaires américains à des actions de combat, et non de seule assistance aux armées partenaires, sans qu'un mandat du Congrès n'ait été explicitement donné à ce propos¹²⁴. Les documents publiés sur l'opération *Juniper Shield* (qui a succédé en 2012 à *Enduring Freedom Trans-Sahara*) précisaient pourtant bien que le mandat des forces spéciales était de « perturber et dégrader la capacité des terroristes à conduire leurs opérations », et non pas seulement « d'accroître

121. *Ibid.*

122. Maj. Karl Wiest, porte-parole d'AFRICOM, cité par J. Vandiver, « Armed US Drones Up and Running in Niger », *Stars And Stripes*, 20 juillet 2018. [traduction de la rédaction].

123. J. Trevithick, « The U.S. Military's Niger Ambush Investigation Raises More Questions Than It Answer », *The War Zone*, 11 mai 2018, disponible à l'adresse : www.thedrive.com. Cela pose plus généralement la question de l'usage des forces spéciales qui, par principe, agissent de façon très décentralisée.

124. A. H. Friend, « The Accompany They Keep: What Niger Tells Us about Accompany Missions, Combat and Operations Other than War », *War on the Rocks*, 11 mai 2018.

la capacité des nations partenaires à conduire des opérations de contre-terrorisme et promouvoir la stabilité régionale¹²⁵ ».

Le Niger a la particularité d'abriter plusieurs bases militaires américaines, plus ou moins visibles et de tailles plus ou moins importantes (*cf. supra*)¹²⁶. Il y avait officiellement 645 soldats américains au Niger en 2017¹²⁷. Ce chiffre est monté à 730 en juin 2018¹²⁸. Comme en Somalie, on retrouve au Niger le mix drones-forces spéciales (formation et opérations). À ceci près que, bien qu'armés depuis l'embuscade de Tongo Tongo, les drones américains n'auraient jamais été utilisés pour des frappes, notamment parce que les djihadistes au Niger ne constituent pas pour l'instant une menace directe pour les États-Unis. Leur usage semble surtout dissuasif et ils pourraient être utilisés si des forces armées américaines se retrouvaient piégées dans une autre embuscade¹²⁹.

La région du Lac Tchad

Dans les autres pays africains, la présence militaire américaine est plus variable, même s'il est fort probable que les États-Unis aient des militaires déployés dans une majorité de pays d'Afrique, quoiqu'en très petits nombres, ne serait-ce que pour faire fonctionner leur trentaine d'emprises militaires ou soutenir leurs forces spéciales¹³⁰. On sait par exemple qu'en juin 2018, des troupes américaines étaient déployées au Kenya pour soutenir les opérations de contre-terrorisme en Afrique de l'Est¹³¹. La mission américaine de lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony en Ouganda s'est officiellement terminée en 2017¹³².

L'action américaine est particulièrement soutenue dans la région du Lac Tchad, où des missions d'assistance militaire ont été déployées dans le cadre de la lutte contre l'organisation Boko Haram, désormais affiliée à l'État

125. Cité par J. Trevithick, « The U.S. Military's Niger Ambush ... », *op. cit.* ; « Joint Special Operations Task Force – Juniper Shield (JSOTF-JS) », *Global Security*, disponible à l'adresse : www.globalsecurity.org.

126. K. Rempfer, « New in 2019: Two New US Air Bases in Africa Nearing Completion », *Air Force Times*, 3 janvier 2019.

127. « Text of a Letter from the President to the Speaker of the House of Representatives and the President Pro Tempore of the Senate », The White House, 6 juin 2017, disponible à l'adresse : www.whitehouse.gov.

128. « Text of a Letter from the President to the Speaker of the House of Representatives and the President Pro Tempore of the Senate », The White House, 8 juin 2018, disponible à l'adresse : www.whitehouse.gov.

129. J. Vandiver, *op. cit.*

130. K. Watson, « Where Does the U.S. Have Troops in Africa, and Why? », CBSNews, 23 octobre 2017, disponible à l'adresse : www.cbsnews.com.

131. « Text of a Letter from the President to the Speaker ... », 8 juin 2018, *op. cit.*

132. H. Cooper, « A Mission to Capture or Kill Joseph Kony Ends, Without Capturing or... », *The New York Times*, 15 mai 2017.

Islamique. Ainsi, environ 300 forces spéciales étaient encore présentes dans le nord du Cameroun début 2019, malgré les annonces d'un retrait prochain¹³³ : une base a été construite à Garoua pour les accueillir ainsi que des drones dédiés à une mission de surveillance au profit de l'armée camerounaise¹³⁴. Le Tchad a également bénéficié du déploiement de 80 conseillers au moins jusqu'à fin 2014, un nombre inconnu était encore présent fin 2018¹³⁵. La décision de l'administration Trump fin 2017 d'inscrire le Tchad sur la liste des pays soumis à une interdiction de séjour (*travel ban*) ainsi qu'à d'autres sanctions financières liées à des affaires de corruption a certes rendu cette coopération plus difficile, mais elle s'est poursuivie¹³⁶.

La situation est encore plus délicate au Cameroun, lequel tombe sous le coup de la loi Leahy qui interdit aux États-Unis d'apporter une assistance militaire à des personnes physiques ou morales sur lesquelles pèsent des allégations crédibles de violations des droits de l'Homme. Son application a conduit à annuler la livraison de certains matériels militaires (navires militaires, neuf véhicules blindés, un système radar et la mise à jour d'un avion Cessna appartenant au bataillon d'intervention rapide, formation et pièces détachées pour un avion C-130 et un hélicoptère), de même que la participation du Cameroun à l'initiative *State Partnership* qui noue une coopération militaire avec la garde nationale d'un État des États-Unis¹³⁷. Malgré ces mesures annoncées en février 2019, le soutien américain semble perdurer dans l'optique de la lutte contre Boko Haram et la Wilaya de Daech en Afrique de l'Ouest en échange de la garantie donnée à AFRICOM que ces matériels ne seraient pas utilisés pour réprimer les mouvements d'opposition dans les régions anglophones¹³⁸.

Le Liberia et la lutte contre Ebola

Seul cas d'intervention récente sans lien avec la lutte contre le terrorisme, l'implication américaine au Liberia a été présentée comme la preuve de l'importance pour Washington d'avoir une stratégie d'accès au théâtre de

133. S. O'Grady, « U.S. Cuts some Military Assistance to Cameroon, Citing Allegations of Human Rights Violations », *The Washington Post*, 7 février 2019 ; « US to Withdraw Troops from Cameroon », *Journal du Cameroun*, 3 août 2018.

134. D. Gettinger, « The American Drone Base in Cameroon », Center for the Study of the Drone, 21 février 2016 ; K. Watson, *op. cit.*

135. R. Chersicla, « Staying Small to Stay Feasible: SOF Support in Countering Boko Haram », *Small Wars Journal*, 22 juillet 2016 ; L. Ploch Blanchard, « Nigeria's Boko Haram: Frequently Asked Questions », CRS Report, 29 mars 2016 ; « Text of a Letter from the President to the Speaker ... », *op. cit.*

136. R. Kheel, « Pentagon Official: US Military Able to Work with Chad Despite Travel Ban », *The Hill*, 12 juillet 2017.

137. « Cameroon Military Abuses United States Aid », *The New York Times*, 7 février 2019.

138. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 31-32.

long terme. C'est en vertu du *State Partnership* passé entre le Liberia et la garde nationale du Michigan que les États-Unis ont pu intervenir dans ce pays afin de l'aider à faire face à une épidémie du virus Ebola en 2014¹³⁹. Cela s'inscrit dans l'un des objectifs stratégiques des États-Unis : la prévention des pandémies.

Les États-Unis entretiennent une relation très spécifique et très ancienne avec le Liberia, où ils étaient déjà intervenus au début du XXI^e siècle ; la force de cette relation explique aussi leur engagement lors de l'épidémie – qui touchait également d'autres pays d'Afrique de l'Ouest dans lesquels les États-Unis ne sont pas intervenus. Jusqu'à 2 800 soldats américains ont été déployés de septembre 2014 à février 2015, dans le cadre d'une mission interministérielle en vue de « construire des centres de soin, mettre en place des laboratoires de tests locaux, et fournir du soutien logistique et des transports. ». L'opération a aussi consisté à former environ 1 500 soignants locaux¹⁴⁰. Cette mission s'est signalée par le renversement de la hiérarchie interministérielle observée dans la plupart des opérations militaires américaines puisque, malgré le déploiement de forces armées, l'agence cadre n'était pas le Pentagone mais l'agence américaine d'aide au développement (USAID).

Il est toutefois peu probable que l'exemple libérien fasse des émules et que les forces armées américaines perdent le leadership de la coordination interministérielle dans les années à venir. L'administration Trump semble à cet égard poursuivre la tendance observée depuis 1995 d'affaiblissement des organisations civiles (diplomatie et développement) au profit du militaire dans la politique étrangère américaine, et cela malgré les efforts du Congrès pour tenter de préserver le Département d'État et USAID. Le commandement d'AFRICOM a lui-même reconnu son besoin en partenaires civils pour mener une approche globale. Enfin, il est marquant de constater que la résurgence d'Ebola en République démocratique du Congo à partir de 2018 n'a pas, pour l'instant, donné lieu à une mission similaire. On ne peut toutefois pas exclure la possibilité de nouvelles missions face à d'autres épidémies à l'avenir. Notons aussi que la Chine a aussi envoyé plus d'une centaine de personnes pour lutter contre l'épidémie de 2014, notamment en Sierra Leone¹⁴¹.

Pour conclure sur les opérations américaines en Afrique, la discussion sur la diminution de forces spéciales américaines en Afrique semble devoir

139. S. Kimmons, « US Army Africa Pushing More Support to Lake Chad Basin to Reinforce US Stability Efforts », *Army News Service*, 26 octobre 2017.

140. J. Harding Giahue, « U.S. Military Ends Ebola Mission in Liberia », *Reuters*, 26 février 2015.

141. Y. Huang, « China's Response to the 2014 Ebola Outbreak in West Africa », *Global Challenge*, 30 janvier 2017.

se limiter, dans un premier temps, à une réduction de 300 personnes au sein d'AFRICOM, dont la moitié de forces spéciales¹⁴². Selon le général Waldhauser, bien que ces réductions concernent les activités de lutte contre-terroriste en Afrique, elles devraient épargner les deux principaux théâtres que sont la Libye et la Somalie. La décision de la Maison blanche de faire basculer l'effort de défense de la lutte antiterroriste à la compétition entre grandes puissances ne semble pas convaincre les spécialistes de l'Afrique au Pentagone. Ainsi pour le général Stephen Townsend, nouveau commandant d'AFRICOM en 2019, s'il est important de mieux prendre en compte les « compétiteurs » chinois et russe, « on ne peut se permettre de lever le pied face aux extrémistes violents¹⁴³ ».

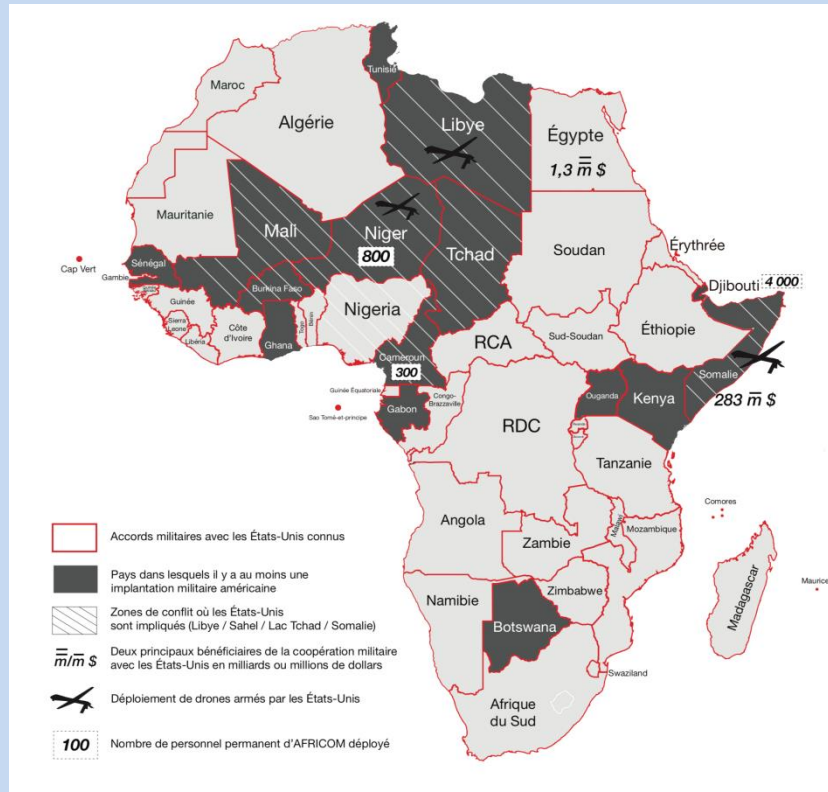
Par ailleurs, la stratégie sur l'Afrique annoncée la Maison blanche¹⁴⁴ ne prévoit pas non plus de réduire les efforts en matière de contre-terrorisme. Cet axe devrait donc continuer à dominer les opérations militaires américaines en Afrique et plus généralement la politique militaire et de sécurité de Washington. Il est toutefois possible que le moindre enthousiasme pour le contre-terrorisme au Congrès et au sein de l'équipe entourant Donald Trump ainsi que l'intérêt très réduit de l'*establishment* politique américain pour l'Afrique conduisent à en laisser discrètement la direction au Pentagone et à la CIA, en en limitant de plus en plus l'ampleur et la visibilité, notamment via l'appel à des compagnies de sécurité privées. Une telle tendance pourrait, à terme, avoir des conséquences sur le soutien américain à la France au Sahel.

142. « Nominations – Wolters – Townsend », U.S. Senate Armed Forces Committee, 2 avril 2019, disponible à l'adresse : www.armed-services.senate.gov, cité par S. D. Naylor, N. Turse, *op. cit.*

143. *Ibid.*

144. « Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton... », *op. cit.*

Carte n° 1 : la présence militaire américaine en Afrique



© Ifri, 2019.

Chine : maintien de la paix et évacuations de ressortissants

À l'heure actuelle, l'approche opérationnelle de la Chine en Afrique est fondamentalement différente de celle des États-Unis. Si Pékin pourrait être un jour tenté de mettre en place son propre kit « forces spéciales et frappes », le pays se contente pour l'instant de participer à des opérations de paix onusiennes et d'évacuer ses ressortissants en cas de crises, et ce même s'il dispose aussi de drones et n'hésite pas à utiliser sa base de Djibouti pour conduire des exercices de tir¹⁴⁵.

145. L. Zhao et J. Zhou, « Live-Fire Exercises Conducted by PLA Base in Djibouti », *China Daily*, 25 novembre 2017.

Opérations de paix onusiennes

Pendant la guerre froide, la Chine, qui n'a été admise à l'ONU qu'en 1971, est restée en retrait des organisations internationales. Sa position a commencé à évoluer à la fin des années 1980, avec une participation à la mission des Nations Unies en Namibie, puis à l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve au Proche-Orient en 1990, et à la mission de maintien de la paix au Cambodge de 1992¹⁴⁶. Cette nouvelle posture a continué à se renforcer, comme au Timor dès 2000, avec l'envoi de troupes, d'observateurs et de policiers et non plus seulement de soutien¹⁴⁷. Ce type d'engagement lui permet d'offrir une expérience opérationnelle à ses troupes, mais aussi de protéger ses intérêts économiques et de renvoyer l'image d'une puissance engagée en faveur de la paix et de la sécurité internationale¹⁴⁸.

La Chine est désormais le premier contributeur de casques bleus parmi les membres permanents du conseil de sécurité des Nations Unies, et le onzième contributeur mondial. Elle est également le deuxième financier des opérations de maintien de la paix avec 10,27 % du budget après les États-Unis¹⁴⁹. Fin mars 2019, elle déployait 2 513 personnes, dont 1 067 au Sud-Soudan, 403 au Mali, 230 en RDC et 370 au Darfour et 12 au Sahara Occidental¹⁵⁰. À plusieurs reprises, les casques bleus chinois ont payé le prix du sang et ont donné leur vie pour leur mission, comme en mai 2016 quand un casque bleu chinois a été tué et 12 autres blessés lors d'un attentat à Gao dans le nord du Mali. La Chine a également essuyé des pertes humaines au Cambodge, au Liberia, au Liban, à Haïti et au Sud-Soudan¹⁵¹.

En plus d'unités de police, d'hélicoptères et de capacités de déminage, la Chine met aussi à disposition des Nations Unies une force en attente de

146. « China's Role in UN Peacekeeping », Institute for Security & Development Policy Backgrounder, mars 2018 ; T. Neethling, « China's International Peacekeeping Contributions and the Evolution of Contemporary Chinese Strategic Considerations », *Strategic Review for Southern Africa*, vol. 37, n° 2, p. 7-28 ; Y. He, « China Rising and Its Changing Policy on UN Peacekeeping », in C. de Coning et M. Peter (dir.), *United Nations Peace Operations in a Global Changing Order*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2019, p. 253-276.

147. « China's Role in UN Peacekeeping », *op. cit.*, p. 3.

148. « Is China Contributing to the United Nations' Mission? », Center for Strategic and International Studies, 7 mars 2016 (mis à jour 3 août 2018) ; C. Zürcher, *30 years of Chinese peacekeeping*, CIPS report, janvier 2019.

149. L. Pauley, « China Takes the Lead in UN Peacekeeping », *The Diplomat*, 17 avril 2018.

150. « Troop and Police Contributors », United Nations Peacekeeping, disponible à l'adresse : peacekeeping.un.org.

151. M. Duchâtel, R. Gowan et M. Lafont-Rapnouil, « Into Africa: China's Global Security Shift », *ECFR Policy Brief*, juin 2016, p. 1 ; D. Guo, « China & UN Peacekeeping – Netizens Commemorate Chinese Blue Helmet Killed in Mali », *What's on Weibo*, 2 juin 2016 ; L. Kuo, E. Huang, « China Reacts to the Death of Two Peacekeepers in South Sudan with Grief and Rage », *Quartz Africa*, 11 juillet 2016.

8 000 hommes, formés et prêts à être déployés : 800 d'entre eux devaient rejoindre la « brigade Vanguard » des Nations Unies, une unité de réaction rapide mobilisable sous 60 jours dont la mise en place, bien qu'annoncée comme effective dès 2017, semble dans les faits assez lente¹⁵². Par ailleurs, la Chine dispose d'un centre de formation labellisé par l'ONU, le *Peacekeeping Center of China*, basé à Langfang à côté de Pékin, où elle a formé 1 000 casques bleus africains et devrait en former 1 000 autres d'ici 2020¹⁵³. Pékin commence aujourd'hui à tirer les fruits de son engagement onusien, comme en atteste la nomination du diplomate chinois Huang Xia comme Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs¹⁵⁴.

Si l'engagement chinois semble généralement bienvenu selon ses observateurs, il n'est pas non plus exempt de critiques. Au Mali, le contingent chinois de Gao n'aurait eu que des interactions très limitées avec la population, ce qui peut s'expliquer par les menaces pesant sur la mission. Au Sud-Soudan, les efforts chinois en matière de maintien de la paix ont été à la fois appréciés – notamment son rôle de médiation dans la conclusion d'un accord de paix en janvier – et critiqués du fait de la mauvaise gestion des affrontements de juillet 2016 à Juba, qui ont causé la mort de 300 personnes, dont deux casques bleus chinois¹⁵⁵.

Évacuation de ressortissants

La protection de ses ressortissants est une obligation constitutionnelle pour la République populaire de Chine (article 50 de la Constitution de 1982). Il a toutefois fallu attendre la mort de 14 travailleurs chinois en 2004 en Afghanistan et au Pakistan pour que la Chine commence à se donner les moyens de conduire cette mission¹⁵⁶. Depuis plus de dix ans, la Chine a acquis une grande expérience des évacuations de ressortissants, avec au moins six opérations en Afrique. En 2008, plus de 400 Chinois sont évacués du Tchad alors qu'une colonne de rebelles fonce sur N'Djamena¹⁵⁷. En 2011,

152. M. Kovrig, « China Expands Its Peace and Security Footprint in Africa », *op. cit.* ; sur la Brigade Vanguard, lire : *The Rapid Deployment Level of the Peacekeeping Capability Readiness System*, United Nations, 1^{er} janvier 2019, disponible à l'adresse : dag.un.org.

153. « Influence de la Chine en Afrique : Pékin fait du maintien de la paix en Afrique un de ses leviers d'influence », DCInfo Crises extérieures, n° 40.

154. E. Dupuy, « France – Chine... », *op. cit.*

155. ISDP, *op. cit.* ; M. Duchâtel, R. Gowan, M. Lafont-Rapnouil, *op. cit.*, p. 7.

156. S. H. Zerba, « China's Libya Evacuation Operation: A New Diplomatic Imperative-Overseas Citizen Protection », *Journal of Contemporary China*, vol. 23, n° 90, p. 1093-1094.

157. H. V. Pant et A. M. Haidar, « China's Expanding Military Footprint in Africa », *ORF Issue Brief*, septembre 2017, n° 195, p. 4 ; M. Duchâtel, « La protection des ressortissants à l'étranger, un puissant vecteur de transformation de la politique extérieure chinoise », in A. Ekman (dir.), *La Chine dans le monde*, Paris, CNRS Éditions, 2018, p.257.

alors que s'effondrent les régimes de Hosni Moubarak et de Mouammar Kadhafi, 1 800 Chinois quittent l'Égypte grâce à huit vols charters et plus de 35 000 personnes originaires de Chine continentale, Hong Kong, Macau, Taïwan et d'autres pays sont éloignés de Libye¹⁵⁸. L'année suivante, 239 Chinois sont rapatriés par charters depuis la RCA d'où ils fuient les affrontements entre la Séléka et le président Bozizé¹⁵⁹. En 2013, au moins 1 150 travailleurs chinois sont emmenés hors du Sud-Soudan par air et par terre, pour une petite partie avec l'aide des casques bleus chinois. Par ailleurs, la *China National Petroleum Corporation* (CNPC) affrète ses propres vols commerciaux pour évacuer 400 employés¹⁶⁰. En 2014, la Chine demande l'aide de la Grèce pour sortir un dixième des 900 personnes à nouveau évacuées de Libye. Outre l'évacuation de Libye en 2011, seules deux opérations impliquent directement des moyens militaires : en mars 2015, lorsque plus de 600 individus quittent le Yémen à bord de deux frégates de l'Armée populaire de libération (APL), et en mai 2015 après le tremblement de terre au Népal, à l'issue duquel des hélicoptères militaires transportent 108 Chinois¹⁶¹.

L'évacuation de Libye de 2011 est la plus remarquable car elle a duré seulement 12 jours et a mobilisé l'ensemble de l'État chinois, constituant la plus grande opération conduite par la République Populaire hors de ses frontières depuis 1949. Il s'est agi d'un effort complexe de gestion de crise interministérielle, à dominante civile, même si quelques plateformes militaires ont été mobilisées. L'évacuation est conduite grâce à une frégate de l'APL de la classe *Jiangkai-II*, déroutée du golfe d'Aden où elle conduisait des missions anti-piraterie, pour escorter les navires marchands. Quatre navires de la *China Ocean Shipping Company* et trois autres de la *China Shipping Company* ainsi que plus de cent bus sont aussi mobilisés. À ce dispositif impressionnant s'ajoutent au moins 84 avions commerciaux de quatre compagnies aériennes chinoises (au moins 20 avions par jour pendant la phase la plus dense), et quatre avions militaires IL-76 ayant évacué un peu

158. H. Spross, « Why Has China Invited African Army Chiefs to Beijing », *Deutsche Welle*, 29 juin 2018 ; H. V. Pant et A. M. Haidar, *op. cit.* ; S. H. Zerba, *op. cit.*, p. 1094 ; M. Duchâtel, « La protection... », *op. cit.*, p. 258.

159. M. Duchâtel, « La protection... », *op. cit.*, p. 258 ; Foreign Ministry Spokesperson Hua Chunying's Regular Press Conference on December 31, 2012, disponible à l'adresse : ir.china-embassy.org.

160. J. Parello-Plesner et M. Duchâtel, *China's Strong Arm. Protecting Citizens and Assets Abroad*, Oxon, International Institute for Strategic Studies, Routledge, 2015, p. 135.

161. J. Trevithick, « Here's What You Should Know About China's New African Base », *The War Zone*, 14 juillet 2017 ; N. Chandran, « China Says It Will Increase Its Military Presence in Africa », *CNBC*, 27 juin 2018 ; J. Parello-Plesner et M. Duchâtel, *op. cit.*, p. 56-57.

plus de 1 700 personnes¹⁶². Cet effort, impossible dans un pays sans frontière maritime, a coûté 152 millions de dollars¹⁶³.

Étant donné le million de ressortissants chinois en Afrique, cette mission d'évacuation devrait rester centrale pour la Chine, qu'elle soit réalisée par des civils, des militaires ou un mixte des deux. Si le volet opérationnel de la politique de défense chinoise reste pour l'instant modeste au regard de celui des États-Unis, il s'est lentement développé depuis le début des années 2000 et pourrait continuer à évoluer. Pékin a ainsi annoncé lors de son *China-Africa Defense and Security Forum* de juin 2018 qu'il fournirait aux pays africains « un soutien global » sur les questions de piraterie et de contre-terrorisme, par l'apport de « technologies, équipement, personnel et conseil stratégique¹⁶⁴ ». En 2015, la Chine a voté une loi autorisant les déploiements outre-mer de l'APL et d'autres forces de sécurité chinoises dont la police armée chinoise. Enfin, en 2018, la Chine a conduit un exercice visant à évacuer par hélicoptère des blessés de guerre à bord d'une frégate à missiles guidés au large de Djibouti, donnant ainsi à voir la montée en gamme capacitaire de l'APL¹⁶⁵.

Au cours de la dernière décennie, les ressortissants chinois en Afrique ont par ailleurs été victimes de nombreuses prises d'otages, assassinats et attaques d'installations dans des pays aussi divers que le Nigeria, le Soudan et l'Éthiopie, la Zambie, le Cabinda, l'Égypte, le Mali¹⁶⁶, mais aussi le Kenya, l'Ouganda, le Ghana, le Lesotho, Madagascar et l'Afrique du Sud¹⁶⁷. Étant donné le besoin de protéger les « nouvelles routes de la soie », la Chine pourrait décider de développer ses capacités d'intervention par des forces spéciales, notamment pour des opérations antiterroristes¹⁶⁸ et pour renforcer la capacité de son armée à se « déployer dans de nombreux scénarios¹⁶⁹ ». Le succès d'œuvres de fiction promue par le régime et décrivant le déploiement de l'APL sur le théâtre africain, comme le film *Wolf*

162. S. H. Zerba, *op. cit.*, p. 1100-1101, 1107.

163. *Ibid.*, p. 1112.

164. N. Chandran, « China Says It Will... », *op. cit.*

165. P. Nantulya, « Chinese Hard Power Supports Its Growing Strategic Interests in Africa », *Africa Center for Strategic Studies*, 17 janvier 2019.

166. H. V. Pant et A. M. Haidar, *op. cit.* ; Lina Benabdallah, « China's Peace and Security Strategies in Africa: Building Capacity is Building Peace? », *African Studies Quarterly*, vol. 16, n° 3-4, décembre 2016, p. 27.

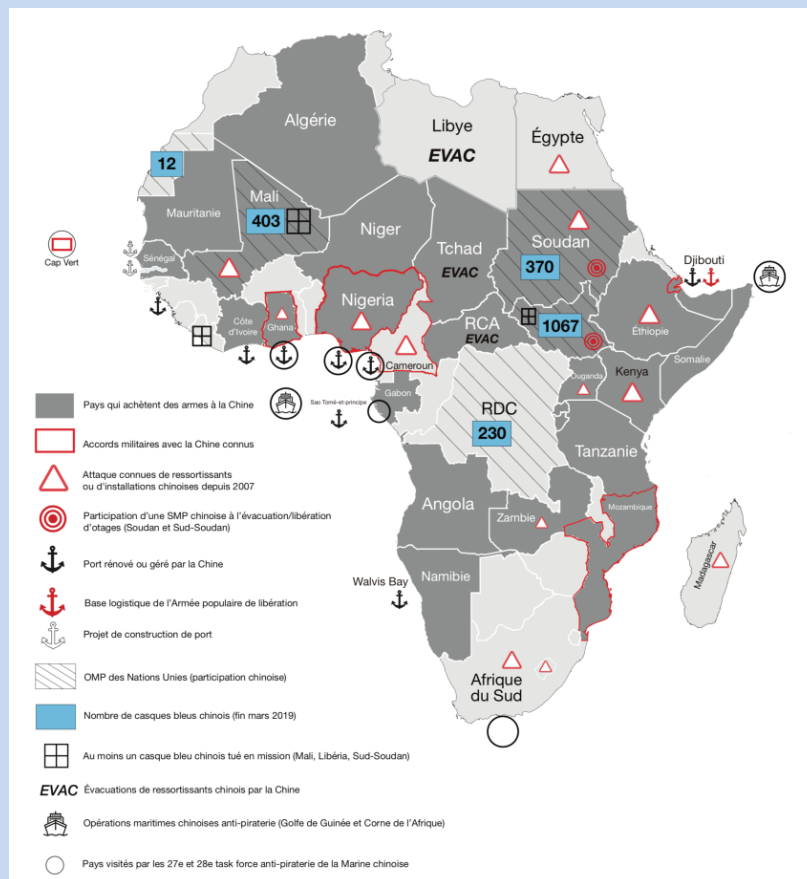
167. P. Nantulya, *op. cit.*

168. M. Duchâtel, « Terror Overseas: Understanding China's Evolving Counter-Terror Strategy », *ECFR*, 26 octobre 2016.

169. « Formulating the concept of comprehensive security and effectively conducting military operations other than war (MOOTW). China's armed forces [...] strengthen overseas operational capabilities such as emergency response and rescue, merchant vessel protection at sea and evacuation of Chinese nationals, and provide reliable security support for China's interests overseas. », cite in « The Diversified Employment of China's Armed Forces », *China Daily*, 16 avril 2013.

Warrior 2, semble aujourd'hui destiné à préparer l'opinion publique chinoise à de telles utilisations de sa puissance militaire en Afrique¹⁷⁰.

Carte n° 2 : Présence militaire chinoise en Afrique



© Ifri, 2019.

Dans l'immédiat, la sécurité des Chinois d'Afrique est assurée par le recours à des compagnies de sécurité privées (*cf. infra*). Beaucoup d'analystes soulignent les réticences chinoises à déployer l'APL à l'étranger par crainte d'un procès en impérialisme, et considèrent cette éventualité comme peu probable. Pourtant, le recours à des sociétés militaires privées chinoises pouvait aussi paraître peu probable par le passé¹⁷¹. Si des groupes liés à al-Qaïda ou Daech devaient élargir encore leur champ d'action dans

170. S. Solomon, « China's Military Footprint Grows Alongside Economic Interests in Africa », *Voice of America*, 14 mars 2018.

171. S. Le Belzic, « La Chine ne peut s'empêcher de mêler commerce et politique en Afrique », *Le Monde Afrique*, 27 novembre 2018.

des zones où la Chine est très présente comme dans le Golfe de Guinée¹⁷² ou la RDC¹⁷³, la nécessité d'intervenir directement pourrait se faire sentir. Un autre scénario possible serait une situation de crise (guerre civile, insurrection, invasion étrangère) dans un pays ami de la Chine où le gouvernement demanderait officiellement l'aide militaire de Pékin : une telle opération exigerait cependant une évolution de la politique de défense chinoise qui semble encore lointaine¹⁷⁴.

Russie : une activité opérationnelle modeste mais à haute visibilité

Bien que très peu développé, le volet opérationnel de la politique militaire et de sécurité russe a fait l'objet au cours de ces dernières années d'un intérêt soutenu, parfois de façon quelque peu disproportionnée, au sein des chancelleries et des états-majors occidentaux.

Alors que la France se retirait de République centrafricaine avec la fin de l'opération *Sangaris*, la Russie de Vladimir Poutine proposait ses services au nouveau président élu, Archange Touadéra. Après qu'un accord a été signé entre les deux parties à Sotchi en octobre 2017, la Russie a déployé une mission d'entraînement de l'armée centrafricaine composée de cinq militaires russes et de 170 conseillers civils. À partir de mi-janvier 2018, elle a également fourni des armes légères (pistolets, fusils d'assaut, RPG), après avoir obtenu l'accord du conseil de sécurité de l'ONU pour une levée partielle de l'embargo. Cette même exemption a ensuite été refusée à la Chine du fait de l'opposition de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni¹⁷⁵. Le Président centrafricain dispose désormais d'un conseiller politique et de sécurité russe, Valeri Zakarov, et d'un dispositif de protection rapprochée constitué de « contractuels » russes, marginalisant l'unité de protection de casques bleus rwandais qui assurait jusque-là sa protection¹⁷⁶. Par ailleurs, les Russes ont mené leurs propres négociations entre les différents acteurs du conflit, indépendamment de la médiation de l'UA et de l'ONU, apparemment afin de privilégier des intérêts miniers¹⁷⁷.

172. A. Tisseron, « Menace jihadiste. Les États du golfe de Guinée au pied du mur », Note d'actualité, n° 55, Institut Thomas More, mars 2019.

173. S. Bujakera Tshiamala, « RDC : pour la première fois, le groupe État islamique revendique une attaque sur le territoire congolais », *Jeune Afrique*, 19 avril 2019.

174. M. Duchâtel, « La protection... », *op. cit.*, p. 259-260.

175. L. Lagneau, « La France s'oppose à des livraisons d'armes chinoises à la Centrafrique », *Zone Militaire*, 15 juin 2018.

176. C. Lobe, « Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence », Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité, 9 août 2018.

177. F. Christophe, « La crise centrafricaine, révélateur des nouvelles ambitions africaines de la Russie », *Note de la FRS*, n°13, 26 juillet 2018.

Le dispositif russe n'est pas sans rappeler celui des Britanniques en Sierra Leone suite à l'opération de mai 2000, avec là aussi une mission d'entraînement entrant en semi-rivalité avec la mission des Nations unies, à ceci près que Londres avait adopté une approche globale visant à réformer tout le secteur de sécurité (police, renseignement et justice compris) et qu'il n'existait pas dans le pays de mission de formation à la sécurité de l'Union Européenne (EUTM)¹⁷⁸. Surtout, la présence britannique, en prenant directement position pour le gouvernement sierra-léonais contre les rebelles, avait clairement permis la défaite militaire de ces derniers, leur imposant le désarmement et une solution politique. La posture russe en RCA apparaît bien moins claire, et semble vouloir jouer sur les divisions du pays au lieu de les réduire. La présence russe pourrait se poursuivre encore quelques années, sans apporter toutefois les changements attendus à une instabilité centrafricaine encore forte, ni démontrer la fiabilité du nouveau partenaire stratégique russe pour l'Afrique.

Notons que la Russie a annoncé vouloir envoyer 30 casques bleus russes en RCA¹⁷⁹, soit une implication en cohérence avec ses contributions passées, très limitée, surtout en comparaison avec l'implication chinoise. Pour rappel, en 2010 la Russie avait 366 personnels dans les missions de maintien de la paix, dont 239 militaires. Elle a contribué par le passé aux missions de l'ONU au Tchad, au Liberia, en Sierra Leone, en RCA, Côte d'Ivoire, Soudan, etc.¹⁸⁰ A la même date, la contribution des États-Unis se chiffrait quant à elle à une hauteur de 34 personnes¹⁸¹.

Le Congo-Brazzaville a aussi conclu un accord avec le Kremlin pour l'envoi d'un maximum de 200 conseillers militaires dont la mission centrale serait la formation à l'utilisation et l'entretien des matériels d'origine russe de l'armée congolaise, et dont une partie sera constituée de techniciens civils envoyés par des entreprises d'armements russes¹⁸². Si le volet opérationnel de la politique de défense russe reste pour l'instant modeste, bien que très visible, il pourrait se développer dans les années à venir, si la Russie persiste avec sa stratégie d'exploitation des failles sécuritaires du système international. La possibilité déjà évoquée d'une déstabilisation encore plus poussée au Sahel, dans le Golfe de Guinée ou en RDC, typiquement du fait d'une menace terroriste, pourrait conduire la Russie à « prendre sa part du

178. A. Leboeuf, « L'intervention britannique en Sierra Leone », *Lettre du RETEX*, CDEF, n° 10, 27 janvier 2014, disponible à l'adresse : www.cdec.terre.defense.gouv.fr.

179. « Russian troops to join U.N. force in Central African Republic soon: ministry », *Reuters*, 3 juin 2019.

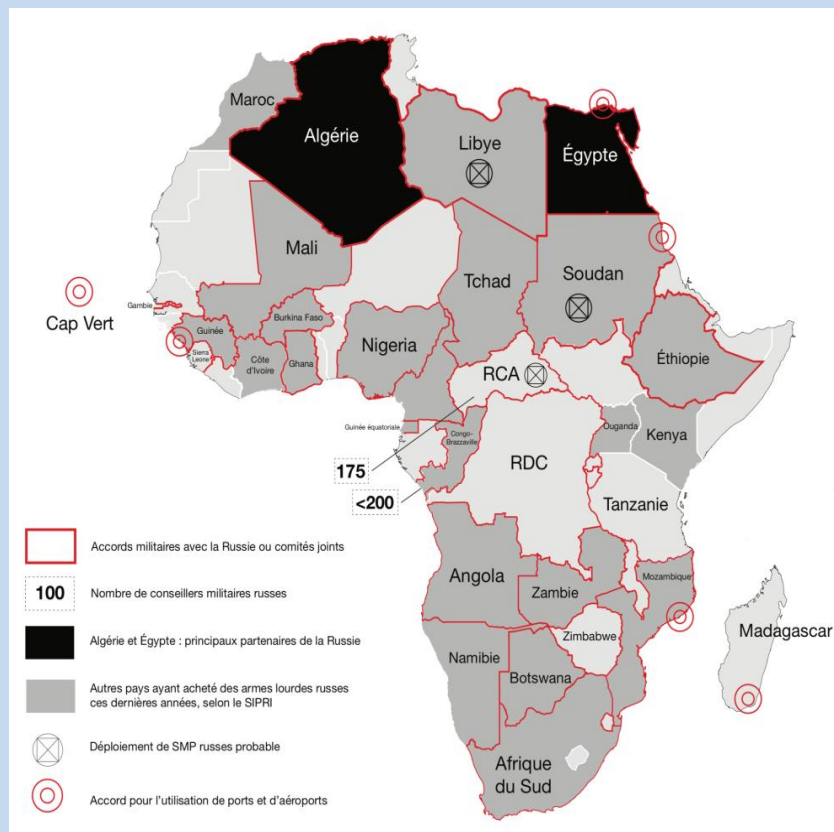
180. M. Bratersky, « Russia and Peacekeeping Operations: Conceptual and Practical Components of Russia's Policy », *International Organizations Research Journal*, vol. 13, n° 1, 2018, p. 157-170. En 2019, 24 des 74 Casques bleus russes se trouvaient au Sud-Soudan.

181. « Troop and Police Contributors », Nations Unies, *op. cit.*

182. E. Kroutkov, « Au Congo, Moscou joue la carte militaire », *Courrier international*, 19 juillet 2019.

fardeau ». Si l'évolution récente du Soudan et de l'Algérie semble dans un premier temps avoir affaibli l'influence russe en fragilisant ses alliés, elle pourrait dans un deuxième temps redonner un nouveau souffle à l'engagement russe, à l'instar de ce qu'a démontré le scénario syrien.

Carte n° 3 : la présence militaire russe en Afrique



© Ifri, 2019.

Des enjeux opérationnels communs

Malgré les différences fondamentales qui opposent les approches opérationnelles russes, américaines et chinoises en Afrique, deux enjeux apparaissent communs aux trois puissances : la sécurité maritime et le recours aux sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP).

Sécurité maritime

Les politiques militaires et de sécurité américaine, chinoise et russe en Afrique ne sont pas que terrestres. Elles passent aussi par la sécurité

maritime, notamment dans deux espaces longtemps affectés par le fléau de la piraterie : le Golfe de Guinée et la Corne de l'Afrique. Pour la Chine, il s'agit de s'imposer comme puissance maritime et de ne plus dépendre des États-Unis pour la sécurité de ses approvisionnements¹⁸³. La Russie voit dans cet enjeu, comme dans d'autres, l'occasion de conjurer son déclin géopolitique et de mettre en avant son rang de puissance globale.

Les attaques de pirates ont certes diminué dans ces deux zones depuis que de nombreuses marines¹⁸⁴, y compris la marine russe¹⁸⁵, se sont mobilisées pour lutter contre cette menace. Par exemple, la marine chinoise participe à la lutte contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique depuis 2008¹⁸⁶, n'hésitant pas à recourir le cas échéant à des forces spéciales embarquées¹⁸⁷. Toutefois, l'enjeu aujourd'hui semble moins la piraterie que le contrôle des voies maritimes, et la compétition pour l'accès aux ports et aux emprises territoriales¹⁸⁸. Les opérations, les exercices, la formation et l'équipement des marines locales sont autant de voies exploitées par les trois puissances. Par exemple, les forces navales Afrique des États-Unis (*U.S. Naval Forces Africa*) ont conduit l'opération *Junction Rain* à l'été 2018 dans le cadre du programme *African Maritime Law Enforcement Partnership*¹⁸⁹ : des garde-côtes américains ont aidé des Cap-Verdiens et des Sénégalais à lutter contre des activités de trafic illégal et criminel sur mer¹⁹⁰. En 2018, les forces navales Afrique américaines ont aussi réalisé trois exercices : *Phoenix Express*, *Cutlass Express* et *Obangame Express*, ce dernier avec la police maritime somalienne¹⁹¹. Du côté chinois, les 27^e et 28^e Task Forces anti-piraterie de la Marine de l'APL ont visité le Cameroun, le Ghana et le Nigeria après leur intégration au projet BRI, ainsi que le Gabon et l'Afrique du Sud¹⁹². Une frégate chinoise a aussi participé à la deuxième *International Maritime Conference* du Nigeria et à un exercice multinational naval¹⁹³.

183. M. Duchâtel, R. Gowan et M. Lafont-Rapnouil, « Into Africa: China's Global Security Shift », ECFR Policy Brief, juin 2016, p. 4.

184. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 32.

185. La Russie a aussi participé à la lutte anti-piraterie dans la Corne de l'Afrique : J. Hedenskog, *op. cit.*

186. H. Spross, *op. cit.* ; J. Henry, « China's Military Deployments in the Gulf of Aden: Anti-Piracy and Beyond », *Asie.Visions*, n° 89, Ifri, novembre 2016.

187. F.-P. van der Putten, « Harmonious Ocean: China's Response to Somali Piracy as a Contribution to Maritime Security Governance », paper to be presented at the annual convention of the International Studies Association, Montréal, 17 mars 2011, disponible à l'adresse : citation.allacademic.com.

188. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 34.

189. « U.S. Naval Forces Africa », US African Command, disponible à l'adresse : www.africom.mil.

190. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 32.

191. *Ibid.*, p. 33.

192. P. Nantulya, *op. cit.*

193. R. D. Fisher Jr., *op. cit.*

La Russie semble pour sa part développer sa présence maritime en Méditerranée¹⁹⁴, mais aussi sur d'autres côtes africaines. Dans cette perspective, elle a noué des partenariats avec la Chine¹⁹⁵, ainsi qu'avec l'Afrique du Sud¹⁹⁶. Elle a aussi signé un accord avec la marine du Cap-Vert, pays dont elle s'est rapprochée depuis 2002, ce qui lui permettrait au besoin d'avoir un point d'appui maritime pour ses flottes militaires sur la façade atlantique de l'Afrique¹⁹⁷. Pour l'instant, l'allonge de ses forces navales reste toutefois nettement plus limitée que celle de leurs homologues américaine et chinoise.

Les sociétés militaires et de sécurité privées

Le recours à des sociétés militaires privées par les États-Unis a été beaucoup étudié. Le programme *Africa Contingency Operations and Training Assistance* (ACOTA), lancé en 2004 par le Département d'État, est par exemple intégralement mis en œuvre par des prestataires privés. Les enquêtes suite à l'embuscade des forces spéciales américaines au Niger ont montré l'étendue du rôle de ces entreprises de sécurité privées pour le soutien des forces américaines déployées en Afrique, et il est fort probable que les États-Unis aient de plus en plus recours à cet outil dans les années qui viennent. Que la Chine et la Russie aient à leur tour eu recours à des compagnies de sécurité privées n'a, ainsi, rien de surprenant.

Dans le cas de la Chine, la doctrine officielle ne prévoit pas que les personnels de ses entreprises portent des armes, mais si le pays-hôte les y autorise, elles pourraient être armées. Pour l'heure, il s'agit de compagnies de sécurité privées, et non de « sociétés militaires » à proprement parler car le mercenariat est interdit en Chine. Entreprises de gardiennage ou de conseil, elles assurent la sécurité des installations et des personnels chinois, ou forment les personnels des entreprises chinoises et leur fournissent des conseils (bonnes pratiques, zones à éviter, etc.). Ce secteur est amené à prendre de l'importance au regard de l'expansion géographique des nouvelles routes de la soie (BRI). Les entreprises chinoises pourraient ainsi peu à peu remplacer les compagnies internationales, américaines, britanniques ou autres, auprès des clients chinois. Afin de prévenir cette

194. « Russia announces 25-ship Mediterranean Sea drill », *Naval Today*, 30 août 2018.

195. Ces exercices communs ont lieu tous les ans, dans la mer baltique et au large de la Corée du Nord (« Russia, China to Hold Joint Naval Drills in Yellow Sea », TASS, 26 avril 2018) ; mais aussi en Méditerranée en 2015 : A. Ekman, « La Chine en Méditerranée : une présence émergente », *Note de l'Ifri*, OCP/Ifri, février 2018, p. 19-20.

196. « SA/Russian Military Relations Cemented during Ministerial Moscow Visit », *Defense Web*, 29 avril 2016.

197. « Foreign Minister Sergey Lavrov's Statement and Answers to Media Questions at a Joint News Conference », *Africanews*, 1^{er} mai 2019.

concurrence, des groupes britanniques comme Control Risk et G4S ont créé des filiales en Chine tandis que l'Américain Erik Prince, ancien PDG de Blackwater, a fondé à Hong Kong le *Frontier Services Group*. L'activité de ces nouveaux venus reste encore modeste au regard des compagnies américaines. On sait juste que l'une d'elle (DeWe) s'est retrouvée prise sous le feu en juillet 2016 à Juba lorsqu'elle tentait d'évacuer 330 ressortissants chinois vers le Kenya. Une autre aurait aussi participé à une mission de l'armée soudanaise pour libérer, avec succès cette fois, 29 travailleurs pris en otage¹⁹⁸.

Les compagnies militaires privées russes attirent en revanche beaucoup l'attention, à l'instar du désormais célèbre groupe Wagner ou des plus discrets Antiterror Orel, Slavonic Corps Lmd, Sewa Security Services, Lobaye Ltd ou encore Patriot¹⁹⁹. Chargées de missions de protection de personnalités ou de délégations et de formation militaire, elles sont parfois suspectées de ne pas se contenter d'un rôle de conseil, mais aussi d'assurer une fonction d'accompagnement au combat – voire de pur et simple mercenariat, comme en Ukraine ou en Syrie, et ce en dépit de l'interdiction de cette activité par la loi russe²⁰⁰. Ces entreprises auraient contribué à la répression des mouvements sociaux au Soudan jusqu'à la chute du président el-Bechir en formant et conseillant les forces de sécurité du pays. Si le Ministère des Affaires étrangères russe a confirmé que des sociétés privées russes formaient l'armée soudanaise, il a également démenti tout lien avec le gouvernement russe²⁰¹. Les spéculations sur la nature réelle de leurs activités en Afrique ont été aiguës suite à la mort dans des conditions obscures de deux journalistes russes qui enquêtaient sur l'implication de Wagner en RCA²⁰². Wagner serait également active en Libye, en soutien aux forces de Khalifa Haftar²⁰³.

Si le type d'opérations conduites par les États-Unis ne devrait pas évoluer, ou bien seulement à la marge, celles de la Chine et de la Russie, encore assez modestes, pourraient évoluer à moyen terme vers davantage

198. H. Legarda et M. Nouwens, « Guardians of the Belt and Road. The Internationalization of China's Private Security Companies », MERICS China Monitor, 16 août 2018, p. 13.

199. A. Kalika, *op. cit.* p. 22 ; N. Hauer, « Russia's Favorite Mercenaries », *The Atlantic*, 27 août 2018.

200. « Wagner Group », Global Security, disponible à l'adresse : www.globalsecurity.org.

201. M. Tsvetkova, « Russian Contractors Are Training the Army in Sudan, Says Moscow », *Reuters*, 23 janvier 2019 ; « Why Is Russia Propping Up Sudan's Bashir? », *Al-Arabiya*, 2 mars 2019 ; M. Plichta, « Russian Private Contractors Active in Sudan during Protest Crackdown », *Middle East Eye*, 23 janvier 2019 ; M. Plichta, « Why Russia Is Standing By Sudan's Bashir », *World Politics Review*, 29 mars 2019.

202. « In Africa, Mystery Murders Put Spotlight on Kremlin's Reach », *The New York Times*, 7 août 2018.

203. « Le groupe russe Wagner veut aider Khlaifa Haftar dans le Fezzan », *Africa Intelligence*, 21 janvier 2019. La Russie a notamment bloqué un projet de résolution du conseil de sécurité contre Haftar : « Averting a Full-blown War in Libya », International Crisis Group, 10 avril 2019.

d'engagements, tout particulièrement si la demande en assistance militaire des pays africains croît plus vite que les ressources – ou la volonté – des intervenants habituels que sont la France, le Royaume-Uni, l'Union européenne, etc. Les volets « opérations » des politiques militaires et de sécurité des trois grandes puissances non européennes prennent des formes très différentes et parfois difficiles à comparer, mais pourraient donc être amenés à converger dans les dix ans qui viennent vers une implication plus forte – pour la Chine et la Russie –, et plus opportuniste. De fait, ces divergences sont déjà moins évidentes lorsque l'on étudie les formes du troisième volet des politiques militaires et de sécurité : les « coopérations militaires ».

Coopérations militaires

Si les accords de défense signés avec les pays africains peuvent parfois déboucher sur des opérations, ils ouvrent surtout la voie à des formes d'implication plus discrètes comme les ventes d'armes, les formations de militaires africains chez eux ou à l'étranger ou encore le détachement de conseillers, ainsi que l'organisation d'exercices communs²⁰⁴. Pour les États-Unis, la coopération militaire avec les nations africaines est au centre du mandat d'AFRICOM. Pour la faire vivre, le commandement peut s'appuyer sur les « *Regionally Aligned Forces* » de l'US Army et sur le programme de *State Partnership* entre les gardes nationales de 11 États américains et de 14 pays africains²⁰⁵. La Russie se distingue pour sa part par un « package » de coopération comprenant des ventes d'armes et parfois l'envoi de conseillers militaires²⁰⁶. Quant à la Chine, la coopération militaire est l'un des volets naturels de sa coopération économique avec ses partenaires africains.

Ventes d'armes

En 1996, les États-Unis captaient 61 % des ventes d'armes mondiales²⁰⁷. Ce chiffre s'est aujourd'hui rééquilibré, notamment en Afrique, au profit de la Russie et de la Chine. Selon le SIPRI, la Russie a été le principal fournisseur d'armes aux pays d'Afrique subsaharienne entre 2014 et 2018 avec 28 % des importations, devant la Chine (24 %), l'Ukraine (8,3 %) et les États-Unis (7,1 %) ²⁰⁸. Mais c'est l'Afrique du Nord qui se taille la part du lion dans les importations du continent : selon une étude du *Center for Strategic and International Studies*, la Chine y a exporté entre 2008 et 2017 environ trois milliards de dollars d'armes. Les États-Unis la devancent avec 4,9 milliards dont 87 % pour le Maroc et l'Égypte. Mais c'est la Russie qui continue de faire la course en tête avec 12,4 milliards de dollars dont 84 % pour l'Algérie et l'Égypte²⁰⁹. L'Algérie est aussi le troisième acheteur d'armes de la Chine, représentant 10 % de ses exports de matériel militaire²¹⁰. Malgré ces chiffres

204. Pour une étude plus précise de la coopération militaire avec les pays africains, lire A. Leboeuf, « Coopérer avec les armées africaines », *op. cit.*

205. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 14.

206. G. Alonso Pirio et R. Pittelli, *op. cit.*

207. R. E. Harkavy et S. G. Neuman, *Warfare and the Third World*, New York, Palgrave, 2001, p. 267.

208. P. D. Wezeman, A. Fleurant, A. Kuimova, N. Tian, S. T. Wezeman, « Trends in International Arms Transfers, 2018 », SIPRI Fact Sheet, mars 2019, p. 8.

209. H. Spross, *op. cit.*

210. *Ibid.*

impressionnants, il n'existe quasiment plus de monopole d'une puissance vis-à-vis des autres dans ce secteur. Comme l'illustre bien la carte n° 4, de nombreux pays africains achètent leurs armes à deux voire trois puissances : c'est typiquement le cas de la Zambie, du Sénégal, du Nigeria, du Mali, de la Côte d'Ivoire, de l'Angola, et de l'Algérie²¹¹. Le cas du Nigeria est intéressant par ce qu'il révèle sur la façon dont les pays africains peuvent jouer un « parrain » contre l'autre, comme au temps de la guerre froide. La Russie avait en effet formé en 2014 pas moins de 1 200 personnels civils et militaires nigériens pour lutter contre Boko Haram, et aurait, avec la République tchèque et la Biélorussie, pallié le refus américain de vendre des armes à Abuja à cause des violations de droits de l'homme par l'armée nigérienne²¹². Depuis, le Nigeria fait régulièrement appel aux Russes pour compenser les défaillances américaines²¹³, même si Washington a finalement décidé de lui vendre des avions *Super Tucano* pour des raisons apparemment uniquement mercantiles²¹⁴. Cette expérience nigérienne de rapprochement avec la Russie n'a cependant pas suscité autant d'intérêt que le cas de la RCA.

Au total, 23 pays africains importent des armes de Chine²¹⁵. Cette dernière a diversifié ses produits et, outre les traditionnelles armes légères, vend de plus en plus de matériels lourds, dont la qualité s'améliore et dont les prix restent attractifs : des chars de combat, des véhicules de transport blindés, des navires patrouilleurs, des avions, des missiles, des drones et de l'artillerie. Elle met ainsi à la portée des armées africaines relativement pauvres des systèmes jusqu'alors peu présents en Afrique subsaharienne. Ces contrats d'armements s'inscrivent parfois dans la durée. Ainsi, l'armée tchadienne a conclu avec la Chine entre 2007 et 2013 pas moins de quatre contrats d'armement (lance-roquettes multiples, blindés, etc.) pour un total de 61 millions de dollars²¹⁶.

Pour ce qui est des plateformes aériennes, la Chine exporte en Afrique ses avions d'entraînement K-8 et ses drones. Ils rencontrent sur ce marché peu de concurrence, notamment parce que les États-Unis, soucieux de limiter la dissémination de technologies nivelantes, sont réticents à exporter leurs

211. *Ibid.*

212. G. Alonso Pirio et R. Pitelli, « The Russian Challenge to U.S. Policy in Africa », *Informed Comment*, 28 août 2017 ; J. Campbell, « Nigeria Turns to Russia, Czech Republic, and Belarus for Military Training and Materiel », *CFR blog Africa in Transition*, 29 octobre 2014 ; O. Nkala, « Russian Army Starts Training 1,200 Nigerian Personnel in Counter-Insurgency Warfare », *Defenceweb*, 23 octobre 2014.

213. A. McGregor, « Nigeria Seeks Russian Military Aid in Its War on Boko Haram », *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, vol. 16, n° 67, 8 mai 2019.

214. J. Binnie, « Nigerian APKWS Order Announced », *Jane's Defence Weekly*, 7 février 2019.

215. P. Nantulya, *op. cit.* ; M. Kovrig, « China Expands... », *op. cit.*

216. J.-P. Cabestan, « La présence chinoise au Sahel : les cas du Niger et du Tchad », *Observatoire Chine*, Asia Centre, DGRIS, Table ronde n° 17/24, 7 juin 2017, p. 9.

matériels auprès d'alliés secondaires. Une autre raison tient évidemment au prix de ces matériels, bien plus accessibles dans leur production chinoise qu'américaine²¹⁷. La Zambie, outre les 21 avions K-8 et L-15 qu'elle s'est procurés, a aussi acheté des drones CH-4²¹⁸. Le Soudan a acquis en 2018 six avions d'entraînement Guizhou FTC-2000, leur permettant d'embarquer des armes guidées de précision chinoises²¹⁹. Le Mali a pour sa part acheté à la Chine deux avions de transport tactique Harbin Y-12²²⁰. Coté drones, l'Éthiopie a aussi acheté des drones CH-4, de même que l'Algérie et l'Égypte, qui en possèdent des versions armées²²¹. Le Nigeria n'a pour l'instant que des CH-3 armés mais n'est apparemment pas satisfait de leurs performances, alors que le CH-4 a fait ses preuves, par exemple au profit de l'armée irakienne dans les combats contre Daech. La Chine investit également sur le marché des mini-drones, ce qui pourrait avoir un impact sur les tactiques militaires en Afrique, à la fois du côté des États mais aussi des groupes armés, si la diffusion de ces systèmes n'est pas contrôlée²²².

Les véhicules blindés chinois se vendent bien également, malgré quelques déconvenues. On note par exemple qu'en 2015, l'armée nigérienne a acheté à la Chine 40 véhicules blindés de transport de troupes (Type 92) : ces derniers auraient toutefois été surfacturés, et 20 d'entre eux ne fonctionnaient déjà plus en 2017. Le manque de prise en charge du maintien en condition opérationnelle est effectivement une critique récurrente des matériels chinois. Le Tiger APV, autre véhicule de transport de troupes blindé a en revanche connu un succès constant avec des ventes à la Somalie (12), la Tanzanie (12), le Mali (3) et le Niger (20) en 2017²²³.

L'artillerie et les missiles sont un autre secteur dans lequel l'industrie de défense chinoise exporte facilement. Le Niger aurait aussi acquis auprès de Pékin 10 canons de 122 mm D30²²⁴. L'Éthiopie s'est procuré des missiles sol-air HQ-64²²⁵, tandis que le Rwanda a acheté entre 2016 et 2018 50

217. H. Spross, *op. cit.*

218. D. Donald, « China's L-15 Jet Displayed by Zambia in South Africa », 16 septembre 2016, AINonline, disponible à l'adresse : www.ainonline.com ; commentaire d'un lecteur.

219. R. D. Fisher Jr., « China Militarizes Its Influence in Africa », *The National Interest*, 25 novembre 2018.

220. Trade Register, SIPRI, disponible à l'adresse : armstrade.sipri.org ; « Les aéronefs des forces aériennes des nations du G5 Sahel en 2018 et en images », *Avions Légendaires*, 10 mai 2018, disponible à l'adresse : avionslegendaires.net.

221. « The Secret Chinese Arms Trade in the Horn of Africa », *EXX Africa*, août 2018, disponible à l'adresse : www.exxafrica.com ; S. Weinberger, « China Has Already Won the Drone Wars », *Foreign Policy*, 10 mai 2018 ; L. Touchard, « L'Afrique, terre de drones ? », *DSI hors-série : Aviation de combat : Nouveaux chasseurs, nouveau contexte*, juin-juillet 2019.

222. Pour plus d'informations sur les drones africains, lire L. Touchard, *op. cit.*

223. J.-P. Cabestan, *op. cit.*, p. 5.

224. *Ibid.*

225. EXX Africa, *op. cit.*

missiles antichar *Red Arrow-9* et que la Namibie a acheté des missiles sol-air très courte portée FN-6 de seconde main²²⁶.

La Chine vend (ou donne) aussi des navires. Elle a ainsi équipé les forces tanzaniennes de barges de débarquement et de chars légers²²⁷, et devrait livrer à la Mauritanie un navire Wuchang-1750 en 2019²²⁸. Notons aussi que la Chine équipe en fibre optique et serveurs les forces armées nigériennes, notamment pour l'État-major de l'Armée de Terre (société ZTE et militaires chinois)²²⁹. Ce serait aussi le cas au Mali et dans d'autres pays africains.

À l'instar de la Russie enfin, la Chine n'hésite pas à procéder à des ventes d'armes à des pays sous embargo, comme le Soudan et le Sud-Soudan²³⁰. En 2014, North Industries Corporation, une entreprise publique chinoise, aurait ainsi vendu au Soudan du Sud 100 systèmes de missiles, plus de 9 000 fusils automatiques et 24 millions de cartouches²³¹. Ces marchés ont contribué à nourrir les critiques du rôle de la Chine dans la perpétuation des conflits africains.

La Russie est aujourd'hui le principal exportateur d'armes en Afrique. Les armes russes ont la réputation d'être robustes et relativement bon marché – quoique plus chères que les produits chinois – les rendant ainsi assez bien adaptées aux terrains africains. Comme la Chine, la Russie offre une gamme très large de produits, allant des armes de petit et moyen calibres aux munitions, en passant par de l'artillerie, des missiles, des chars de combat, des véhicules, etc. L'Algérie est le principal client africain de la Russie : elle a signé en 2014 un contrat d'un milliard de dollars²³². Les autres clients traditionnels ou occasionnels de la Russie sont l'Angola²³³, le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, la Libye, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Soudan, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et l'Ouganda²³⁴.

Les principaux types d'armements vendus par les Russes en Afrique sont les plateformes aériennes et les missiles. De nombreux pays ont acheté à Moscou ses hélicoptères de transport et d'attaque : l'Égypte, le Kenya, le

226. Trade Register, SIPRI, *op. cit.* ; « Namibia to Buy Chinese FN 6 MANPADS Surface to Air Missiles », Global Defense Security army news industry, 31 août 2018, disponible à l'adresse : www.armyrecognition.com ; L. Zhen, « Rwanda Shows Off New Military Hardware Amid Rising African Demand for Chinese Arms », *South China Morning Post*, 17 décembre 2018.

227. « Tanzanie. L'Inde veut maintenir son influence (militaire) à Dar face à la Chine », *La Lettre de l'Océan Indien*, n° 1470, 16 mars 2018, p. 3.

228. Trade Register, SIPRI, *op. cit.*

229. J.-P. Cabestan, *op. cit.*, p. 5

230. G. Alonso Pirio et R. Pittelli, *op. cit.* ; EXX Africa, *op. cit.*

231. H. Spross, *op. cit.*

232. K. Kenn Klomenagh, « Russia's Military Diplomacy in Africa », *Modern Diplomacy*, 30 août 2018.

233. A. Kalika, *op. cit.*, p. 8.

234. K. Kenn Klomenagh, « Russia: Raising Arms Sales », *SAFPI Policy Brief*, n° 35, mai 2013, p. 2.

Mali, l'Algérie (48 hélicoptères d'attaque depuis 2013)²³⁵, le Burkina Faso²³⁶, le Nigeria, le Soudan, l'Angola²³⁷, le Ghana, la Guinée Équatoriale²³⁸. Les avions russes sont aussi populaires : tels que les 12 Su-30K à l'Angola en 2013²³⁹, 6 Su-30MKA à l'Algérie²⁴⁰, 6 Su-30MK2 à l'Ouganda²⁴¹. La Russie a aussi vendu des sous-marins, comme à l'Algérie²⁴². Concernant les ventes de missiles, l'Algérie²⁴³ a également acheté récemment 4 missiles balistiques *Iskander-E* de courte portée²⁴⁴. L'Égypte a aussi commandé des systèmes de missiles sol-air S-300. Quant à la Guinée équatoriale, elle a récemment acquis deux batteries de missiles anti-aériens Pantsir-S1²⁴⁵.

Enfin, les États-Unis, demeurent extrêmement actifs sur le marché africain, même si leurs parts de marché ont beaucoup baissé. Parmi les États africains leur ayant acheté des armes depuis 2017, le Maroc se situe au premier rang. Il a notamment acheté des chars de combat M1A1 *Abrams* modernisés, quatre drones MQ-1A *Predator* et trois Heron-1²⁴⁶ et s'apprête à acheter 25 F-16²⁴⁷. On citera également les ventes d'hélicoptères au Sénégal, au Kenya et à l'Ouganda, et d'avions à la Zambie, à l'Éthiopie, au Kenya et au Nigeria, à l'Angola, au Tchad, au Cameroun, au Botswana et à la Côte d'Ivoire²⁴⁸. Notons aussi que, tout comme la Chine, les États-Unis font aussi régulièrement des dons d'armements aux pays africains. C'est le cas notamment du don de 12 véhicules blindés *Bastions* offerts au Kenya²⁴⁹.

235. A. Kalika, *op. cit.*, p. 8.

236. P. Forestier, « Centrafrique : comment la Russie travaille patiemment à supplanter la France », *Le Point*, 15 décembre 2018.

237. G. Alanso Pirio, R. Pittelli, *op. cit.*

238. Trade Register, SIPRI, *op. cit.*

239. *Ibid.* ; selon L. Touchard, 12 au lieu de 18 selon cette première source, L. Touchard, *Forces armées africaines : organisation, équipements, état des lieux et capacités*, Createspace Independent Publishing, 2017. Cf. aussi « Angola Getting 12, not 18 Su-30 Fighters », *Defense Web*, 13 février 2014, disponible à l'adresse : www.defenceweb.co.za.

240. A. Kalika, *op. cit.*, p. 8.

241. K. Kenn Klomenagh, « Russia: Raising Arms Sales », *op. cit.*, p. 2.

242. A. Kalika, *op. cit.*, p. 8.

243. K. Kenn Klomenagh, « Russia's Military... », *op. cit.*

244. A. Kalika, *op. cit.*, p. 8.

245. *Ibid.*

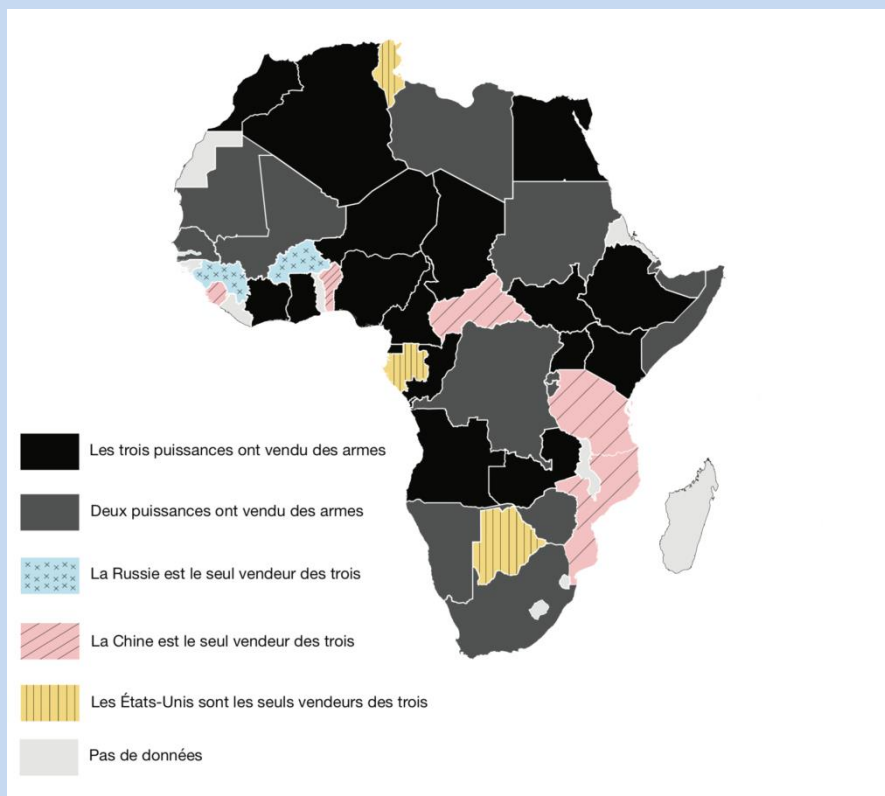
246. L. Touchard, « L'Afrique, terre de drones ? », *op. cit.*

247. A. Mehta, « Morocco Cleared for Massive F-16 Fighter Buy », *Defense News*, 2 mars 2019.

248. SIPRI, Trade Register, *op. cit.*

249. « East Africa States Buy Modern Equipment for Armies », *Rwanda Today*, 15 avril 2019.

**Carte n° 4 : Les ventes d'armes lourdes aux pays africains.
Comparatif Russie, Chine, États-Unis**



Source : SIPRI ; © Ifri, 2019.

Soutien aux industries de défense et au développement satellitaire

La Chine contribue également à développer les industries de défense africaines. Elle dispose ainsi d'accords avec 45 pays africains pour partager des technologies et les aider à construire leurs industries de défense²⁵⁰. C'est notamment le cas pour les matériels à moindre valeur technologique comme les armes de petits calibres, voire les armes lourdes inspirées des matériels chinois et russes (sous licence ou pas...), comme au Soudan, en Ouganda, à Madagascar ou au Nigeria²⁵¹. La Russie a aussi accepté de construire une usine de munitions en Angola²⁵². Elle a par ailleurs développé des liens

250. P. Nantulya, *op. cit.*

251. A. Leboeuf, « Coopérer avec les armées africaines », *op. cit.*, p. 30 ; D. H. Shinn, « Military and Security Relations: China, Africa, and the Rest of the World », in R. I. Rotberg (dir.), « China into Africa: Trade, Aid, and Influence », Brookings Institution Press, 2009, p. 160.

252. G. Alonso Pirio et R. Pittelli, *op. cit.*

particuliers dans le domaine de la coopération industrielle avec l'Afrique du Sud, notamment l'entreprise Denel qui a annoncé en 2016 s'être vu confier un contrat d'entretien et de maintenance d'hélicoptères russes²⁵³.

Russes et Chinois offrent enfin leurs services à plusieurs États africains pour les aider à se doter de capacités satellites. Pékin a par exemple mis en orbite le satellite NIGCOMSAT-1 au profit du Nigeria, qu'il a récemment remplacé par NIGCOMSAT-1R²⁵⁴, ainsi qu'un satellite algérien développé par *China Aerospace Science and Technology*²⁵⁵. La Chine devrait aussi lancer un satellite éthiopien en septembre 2019²⁵⁶. La Russie a pour sa part mis en orbite un satellite égyptien d'observation début 2019²⁵⁷, et prévoit d'en lancer un autre pour le Mozambique en 2020²⁵⁸. Moscou a déjà contribué par le passé à la construction conjointe d'un satellite de communication avec l'Angola, ANGOSAT, dont une deuxième version serait en projet²⁵⁹.

Formation : vers « des réseaux de défense forts »

Outre les ventes d'armes, un autre volet important de la coopération militaire des trois puissances avec l'Afrique porte sur la formation des personnels africains du secteur de la sécurité, que ce soit dans leur pays ou sur le territoire des trois grands. Ce volet est particulièrement important pour les États-Unis, mais aussi pour la Chine et la Russie. En effet, la plus grande partie de la stratégie militaire et de sécurité américaine vis-à-vis de l'Afrique passe par la formation des armées locales. Cette politique implique en général la création et la formation d'unités spécialisées au sein des armées africaines.

253. « SA/Russian Military Relations Cemented during Ministerial Moscow Visit », *Defense Web*, 29 avril 2016.

254. J. Pappalardo, « A Satellite for (and from) Africa. A New Nigerian Comsat Targets the Continent's Smaller Users », *Air & Space Magazine*, mai 2007 ; S. Clark, « Chinese Rocket Launches Powerful Nigerian Satellite Into Orbit », *Spaceflight*, 19 décembre 2011, disponible à l'adresse : www.space.com

255. S. Attia, « L'Algérie lance son premier satellite de télécommunications », *Jeune Afrique*, 11 décembre 2017.

256. A. Latif Dahir, « Ethiopia Is Set to Launch Its First Satellite into Space—with China's Help », *Quartz Africa*, 26 novembre 2018 ; ce satellite n'est a priori pas destiné à un usage de renseignement.

257. S. Clark, « Egyptian Observation Satellite Launched by Russian Rocket », *Spaceflight*, 21 février 2019.

258. A. Kalika, *op. cit.*, p. 13.

259. A. C. Alves, A. Arkhangelskaya et V. Shubin, « Russia and Angola: The Rebirth of a Strategic Partnership? », SAIIA Occasional Paper, n° 154, octobre 2013, p. 14 ; J. Losh et O. Mathews, *op. cit.*

L'effort conduit par les États-Unis se concentre souvent sur l'acquisition de certaines capacités, typiquement les forces spéciales, le contre-terrorisme, etc. Ainsi à Djibouti, l'armée américaine a formé un bataillon d'intervention rapide²⁶⁰. Au Cameroun, elle a entraîné, avec Israël, les Brigades d'Intervention Rapide (BIR)²⁶¹. En Tunisie, les Américains ont apporté leur aide en matière de contre-terrorisme, de contrôle des frontières, de lutte contre les engins explosifs improvisés, de logistique, de renseignement, de reconnaissance et surveillance et de transport aérien²⁶². L'insistance américaine sur les forces spéciales et le contre-terrorisme peut poser des problèmes en créant des armées à deux vitesses : l'une, petite, est bien équipée, financée et entraînée par les États-Unis, tandis que le reste connaît un développement beaucoup plus lent. De telles divisions peuvent ensuite déboucher sur des rivalités susceptibles de menacer le secteur de sécurité, voire la survie d'un régime. De fait, les États-Unis soutiennent aussi la formation des cadres généraux dans leurs écoles où interviennent régulièrement des conseillers militaires américains, comme au Niger, au sein de l'École d'Infanterie de l'Armée de Terre nigérienne²⁶³.

Les trois puissances accueillent aussi sur leur territoire des militaires africains pour les former : 15 Nigériens, 30 militaires Angolais, 30 Nigériens ainsi qu'un nombre indéterminé de Tchadiens seraient ainsi formés en Chine tous les ans²⁶⁴. La Russie et l'Afrique du Sud ont signé en 2016 un accord pour qu'environ 10 pilotes de l'Armée de l'air sud-africaine soient formés en Russie²⁶⁵. La Chine disposerait de plus de 20 collèges militaires et organes de formation pour militaires étrangers, dont l'Université de défense nationale chinoise qui formerait 400 personnes par an²⁶⁶ : elle a notamment des accords avec ses équivalents au Mozambique et en Égypte²⁶⁷. Les rapports communs du Département d'État américain et du Pentagone sur la formation de militaires étrangers fournissent des données plus précises sur le nombre et le type de formations apportées aux militaires africains²⁶⁸.

260. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 23.

261. J. Fahy *et al.*, « The Dark Side of America's 'Train, Advise, And Assist' Missions », *Task and Purpose*, 11 juillet 2018.

262. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 26.

263. M. Myers, « Army Troops, Special Forces Train Nigerian Infantry for Fight against Boko Haram, ISIS », *Army Times*, 23 février 2018.

264. J.-P. Cabestan, *op. cit.*, p. 5, 9 ; A. Leboeuf, « Coopérer avec les armées africaines », *op. cit.*, p. 24.

265. « SA/Russian Military Relations Cemented during Ministerial Moscow Visit », *Defense Web*, 29 avril 2016.

266. A. Leboeuf, *op. cit.*

267. Zang J., Luo Jinmu Z., « China's National Defense University Builds Ties with Military Academies in Above 100 Countries », *China Military Online*, 2 août 2018, disponible à l'adresse : eng.mod.gov.cn

268. « Foreign Military Training and DoD Engagement Activities of Interest, 2017-2018 », Département d'État, disponible à l'adresse : www.state.gov. Le volume 2 donne plus de précisions

Les chiffres évoqués y sont impressionnants, avec 40 287 Subsahariens formés pour la seule année 2017. On y trouve des formations militaires standard autant que des cours spécialisés tels qu'un master « *Special Operations Irregular Warfare* » à la *Naval Postgraduate School* de Monterey, un séminaire « *Countering Violent Extremist* » ou encore un cours sur *Law Of Armed Conflict And Human Rights*, etc. On constate toutefois un effondrement du nombre de formations après 2017 avec seulement 1075 Africains formés en 2018 – 1583 selon d'autres sources²⁶⁹ –, sans toutefois parvenir à l'expliquer.

Les chiffres dont nous disposons concernant la Russie sont plus anciens : plus de 1 000 stagiaires africains se seraient ainsi succédé dans les institutions de défense russes en 2009²⁷⁰. L'Institut pour la formation avancée du ministre de l'Intérieur à Domodedovo (région de Moscou) a notamment formé plus de 350 policiers onusiens, la plupart d'entre eux africains²⁷¹. En 2012, plus de 500 Angolais ont été formés dans des universités militaires russes, et 29 autres dans les académies de police²⁷².

Les Américains forment aussi certains services de renseignement ou au moins coopèrent avec eux, comme au Soudan²⁷³, en Éthiopie ou au Nigeria²⁷⁴. Cet accent mis sur le renseignement est aussi présent chez les Russes et les Chinois. Par exemple, Moscou aurait proposé au Mozambique d'« intégrer le référentiel de données partagées avec le Service Fédéral de Sécurité (FSB) russe²⁷⁵. » Quant aux Chinois, leur « deuxième document de politique sur l'Afrique » en 2015, annonçait déjà vouloir « renforcer la coopération avec l'Afrique en matière d'échanges de renseignement²⁷⁶ ».

sur le type de formations et le lieu où elles prennent place, mais nous avons utilisé les chiffres du volume 1.

269. Security Assistance, « Africa », disponible à l'adresse : securityassistance.org. Selon un de nos contacts, cela pourrait être lié à une volonté de l'administration Trump de fournir de moins en moins d'informations au public sur les activités des États-Unis dans le domaine militaire, une évolution très critiquée par l'organisation Security Assistance Monitor.

270. A. Leboeuf, *op. cit.*, p. 24.

271. « Statement by Mr. Petr Ilichev, chargé d'affaires, at the opening ceremony of the photo exhibition dedicated to the 25th anniversary of the participation of Russian policemen in the UN peacekeeping operations », Permanent Mission of the Russian Federation to the United Nations, 10 avril 2017.

272. A. C. Alves, A. Arkhangelskaya et V. Shubin, *op. cit.*, p. 13.

273. J. Lynch, R. Gramer, « How Two U.S. Presidents Reshaped America's Policy Toward Sudan As Thousands Protest the Bashir Regime, Washington Has Helped Legitimize It », *Foreign Policy*, 8 avril 2019.

274. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 25.

275. A. Kalika, *op. cit.*, p. 13.

276. « China's Second Africa Policy Paper », *China Daily*, 5 décembre 2015.

Comme les États-Unis, la politique de défense chinoise en Afrique cherche à construire des « réseaux de défense forts²⁷⁷ », tandis que la Russie tente de revitaliser ses anciens réseaux. Les formations contribuent à renforcer ces liens. Mais c'est aussi le cas d'autres initiatives comme les grandes conférences, sommets ou forums multilatéraux. Les États-Unis contribuent ainsi à organiser l'*African Land Forces Summit*, rencontre annuelle dont la sixième édition a eu lieu à Abuja en avril 2018²⁷⁸. Une conférence similaire a eu lieu au Maroc en octobre 2018 avec des dirigeants de 26 armées de l'air africaines et l'US Air Force. On pourra encore citer, toujours en octobre 2018, la deuxième rencontre annuelle de l'*African Senior Enlisted Leader Conference*, organisée par AFRICOM et réunissant plus de 50 leaders de 25 pays du continent²⁷⁹. Dans ce domaine, la Chine n'est pas en reste et a réussi à inviter des officiels civils et militaires de 49 pays africains à Pékin pour son premier *China-Africa Defense and Security Forum* du 26 juin au 10 juillet 2018²⁸⁰, lequel pourrait annoncer la construction d'une forme d'alliance similaire à l'Organisation de Coopération de Shanghai²⁸¹. La Russie a quant à elle organisé le forum international militaire-technique « *Army-2018* », qui lui a permis de recevoir, pour la 4^e année, 120 délégations internationales dont 16 africaines à Kubinka²⁸².

Enfin, la formation passe aussi par le détachement de personnels au sein des armées africaines. Si le cas des forces spéciales américaines et des conseillers russes en RCA a déjà été évoqué, la Russie envisagerait aussi d'envoyer des conseillers au Mali pour former l'armée²⁸³. La Chine commence également à envoyer des conseillers militaires ou policiers afin de renforcer les secteurs de sécurité de ses partenaires africains, dans des cadres d'engagement assez variés. Elle a par exemple détaché des officiers de police dans 13 commissariats d'Afrique du Sud²⁸⁴ ou encore envoyé des instructeurs dans des écoles d'état-major au Zimbabwe et en Guinée Conakry. Un nombre inconnu d'instructeurs chinois est inséré dans l'armée tanzanienne, et 21 experts sont déployés au Nigeria pour former à l'usage de matériels militaires chinois (comme au Soudan, Zimbabwe, Cameroun et

277. L. Benabdallah, « China-Africa Military Ties Have Deepened. Here Are 4 Things to Know », *The Washington Post*, 6 juillet 2018.

278. Le 7^e a eu lieu du 24 au 27 juin 2019 à Gaborone.

279. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 37.

280. M. Kovrig, « China Expands Its Peace and Security Footprint in Africa », *op. cit.*

281. R. D. Fisher Jr., « China Militarizes Its Influence in Africa », *The National Interest*, 25 novembre 2018.

282. K. K. Klomagh, *op. cit.*

283. F. Pigeaud, « Business, politique, armes : la Russie s'implante en Afrique par tous les moyens », *Mediapart*, 12 juin 2019.

284. S. Le Belzic, « La Chine ne peut s'empêcher de mêler commerce et politique en Afrique », *Le Monde Afrique*, 27 novembre 2018.

Gabon). Elle envoie régulièrement des médecins militaires en Zambie²⁸⁵. De manière plus anecdotique, Pékin a envoyé six instructeurs militaires pour former 2 000 militaires rwandais, les préparant à défiler dans une « tradition chinoise » lors de la parade célébrant le 25^e anniversaire de la libération²⁸⁶.

Exercices

En plus de la formation et des ventes d'armes, les manœuvres et grands exercices interalliés sont l'occasion pour les armées de s'entraîner et d'apprendre à coopérer²⁸⁷. Peu d'armées ont les moyens d'organiser des exercices. La liste des manœuvres militaires pour 2017 du ministère chinois de la Défense nationale ne comprend aucun exemple en Afrique²⁸⁸. Nous n'avons pas non plus trouvé d'informations sur des exercices récemment organisés par la Russie en Afrique.

Depuis 2018, c'est donc l'armée américaine qui semble avoir été le plus active en termes d'exercices. Citons ainsi l'exercice *Lighting Handshake* en avril 2018, entre les forces navales Afrique américaines et la Marine royale et l'armée de l'Air marocaines. En 2019, le Maroc a aussi été l'hôte de l'exercice *Phoenix Express*, mettant en œuvre les « forces navales Afrique » dépendant d'AFRICOM et dont le thème est centré sur la sécurité maritime et la lutte contre les trafics illicites²⁸⁹. En mai 2018, le corps des Marines a réalisé l'exercice *African Lion* en Tunisie et au Maroc avec plusieurs partenaires africains pour accroître l'interopérabilité et améliorer les tactiques, techniques et procédures de lutte contre les organisations violentes extrémistes²⁹⁰. AFRICOM a organisé en juillet 2019 l'exercice *Justified Accord* en Éthiopie avec tous les contributeurs de troupe de l'AMISOM pour améliorer leur conduite des opérations de paix²⁹¹. Comme tous les ans, l'exercice *Flintlock* a eu lieu en avril 2018 au Niger et en mars 2019 au Burkina Faso²⁹². Pour compléter le tableau il est possible d'évoquer les exercices *Unified Focus* au Cameroun, *Justified Accord* en Ouganda, *Unified Accord* au Ghana, *Shared Accord* au Rwanda²⁹³.

285. A. Leboeuf, *op. cit.*, p. 27, 28.

286. S. Zheng, « Rwandan Troops Trained by Chinese Military Mark 25th Anniversary of Liberation », *South China Morning Post*, 7 juillet 2019.

287. *Ibid.*, p. 28-29.

288. « Military Exercises », *op. cit.*, disponible à l'adresse : eng.mod.gov.cn.

289. T. D. Waldhauser, *op. cit.*, p. 27.

290. *Ibid.*, p. 26.

291. *Ibid.*, p. 24.

292. *Ibid.*, p. 29.

293. *Ibid.*, p. 37.

Ce tour d’horizon des pratiques russes, chinoises et américaines en matière de coopération militaire montre bien que chaque pays privilégie des volets différents de la coopération militaire. Si les Russes et les Chinois consacrent beaucoup de ressources aux ventes d’armes, qu’ils dominent, les États-Unis investissent plutôt dans les formations de militaires et les exercices. Les Chinois prennent aussi au sérieux ces deux catégories, cependant les ressources qu’ils leur dédient sont moindres que celles des États-Unis. La Russie ne semble pas présente de façon conséquente dans ces deux domaines.

Conclusion

Le renouveau des présences américaine, chinoise et même russe en Afrique date de la première décennie du XXI^e siècle. Le volet militaire s'est progressivement développé et devient aujourd'hui bien visible, par-delà le cas américain dont la dimension militaire était déjà centrale depuis le 11 Septembre. Avec l'accent mis par Donald Trump et le Pentagone sur la compétition entre puissances, l'Afrique est en passe de devenir l'un des grands espaces de rivalité géopolitique de demain. Toutefois, si l'on compare les politiques militaires et de sécurité des trois puissances, on observe un décalage entre une posture américaine robuste et massive, y compris dans une dimension coercitive, et des approches russes et chinoises plus indirectes. Celles-ci s'appuient sur des « actions militaires autres que la guerre » (maintien de la paix, coopération militaire, etc.), de *soft power* et d'influence – qui ne sont d'ailleurs pas non plus absentes de la politique américaine en Afrique.

Si les États-Unis fixent un standard de puissance à atteindre, la Chine et la Russie finiront-elles par adopter à leur tour des pratiques de *hard power*, incluant des interventions militaires de leurs armées ou *a minima* des raids de forces spéciales pour lutter contre des groupes terroristes menaçant leurs ressortissants et leurs intérêts ? La Chine pourrait plus facilement que la Russie élargir la gamme de ses actions militaires, s'appuyant sur la supériorité de ses moyens financiers et sur une plus grande disponibilité de ses forces. Son accès au théâtre s'est en outre largement consolidé et rendrait plus faisables de tels déploiements. Si elle hésite encore à assumer un changement de son image, et à s'éloigner des principes de non-intervention qui ont guidé sa politique étrangère depuis des décennies, les prochaines années pourraient voir la Chine adopter une posture militaire plus engagée, en s'appuyant sur des besoins exprimés par ses partenaires africains. Un tel scénario pourrait notamment se matérialiser en cas d'un élargissement du rayon d'action de certains groupes djihadistes au-delà des capacités d'intervention des puissances traditionnelles (États-Unis, Europe). Il est aussi possible qu'elle soutienne, lors d'une éventuelle guerre civile dans un de ses pays pivots, une partie au conflit, comme elle l'avait fait naguère pendant la guerre civile angolaise. Si la Chine semble jusqu'ici appuyer un système international compatible avec le développement de sa

puissance, il n'est pas exclu qu'elle cherche demain à le transformer pour mieux protéger cette puissance²⁹⁴.

De leur côté, les États-Unis semblent affirmer certaines velléités de retrait des théâtres militaires africains où ils sont impliqués. Un tel retrait reviendrait toutefois à laisser la place à la Russie et à la Chine, en contradiction flagrante avec leur stratégie annoncée de focalisation sur la compétition stratégique. Tout désengagement remettrait aussi en cause le fruit des efforts en matière de lutte contre le terrorisme, investis de façon constante par Washington depuis 2001. Il est donc fort probable que les États-Unis restent engagés en Afrique, même s'ils diminuent les formations offertes et continuent d'hésiter entre soutien à des alliés africains, quête de marchés d'armements et défense des droits de l'homme et de la démocratie. Étant donné le processus décisionnel, qui aboutit à l'imposition de sanctions de façon quelque peu décousue, et le peu d'intérêt de l'administration actuelle pour le continent, cette implication en Afrique pourrait ponctuellement prendre des formes assez surprenantes, et réduire à la marge l'influence américaine sans pour autant remettre en cause les formes générales de la politique militaire et de sécurité.

Ce reflux de la puissance américaine en Afrique pourrait toutefois être remis en cause en cas de nouvelles attaques contre les forces américaines en Afrique. On pourrait alors s'attendre à une plus grande discrétion du volet contre-terrorisme de leur action, avec l'usage accru de SMSP comme cela a déjà été le cas lors du soutien américain aux forces nigériennes attaquées par l'EIGS le 1^{er} juillet 2019 du camp d'Inates (Ouest, frontière du Mali). Elles ont fourni les capacités d'évacuation sanitaire à la demande d'AFRICOM, qui a aussi fourni du renseignement grâce à des drones²⁹⁵. Si les États-Unis se voient par ailleurs mobilisés par un autre front (Iran par exemple ou Libye), il est fort probable qu'ils auront moins de capacités à consacrer à l'Afrique subsaharienne, comme cela a déjà été le cas par le passé pour les capacités satellitaires. L'équilibre de leurs engagements en Afrique pourrait aussi être modifié si de nouvelles guerres civiles se déclenchent dans des pays jugés plus stratégiques. De telles crises ne devraient toutefois pas être suffisantes pour remettre en cause une tendance isolationniste dont l'ampleur sera à relativiser étant donné qu'une « empreinte légère américaine » reste une marque de géant au regard des capacités plus limitées des autres puissances.

294. « La Chine est une puissance révisionniste par nature, parce qu'elle monte en puissance et veut jouer un rôle plus important, et parce qu'elle veut modifier l'ordre mondial à son avantage », in J.-P. Cabestan, « La Chine veut modifier l'ordre mondial à son avantage », *Le Monde*, 3 juin 2019.

295. J. Vandiver, « US Africa Command Provided Backup during Deadly Attack in Niger », *Stars And Stripes*, 3 juillet 2019.

La Russie continuera certainement sa politique d'implantation progressive en Afrique, profitant des différentes opportunités qui s'offrent à elle. Son retour en Afrique a été rapide mais limité dans sa portée jusqu'ici²⁹⁶. Dans les cinq prochaines années au moins, son champ d'action en Afrique subsaharienne risque de rester limité aux ventes d'armes et à la coopération militaire, ainsi qu'à une présence plus visible dans les eaux africaines. Son envoi de conseillers au Congo-Brazzaville a été médiatisé, et il est fort probable qu'elle tente demain de s'impliquer davantage au Sahel, notamment au Mali et au Burkina Faso, peut-être au Niger. Elle ne devrait cependant pas contribuer directement aux opérations militaires, même pour les missions de contre-terrorisme, même si elle a exprimé le désir d'être observateur du G5 Sahel. Au contraire, en Afrique du Nord, dont l'importance reste plus décisive pour les Russes, on pourrait voir émerger un soutien russe aux opérations antiterroristes en Égypte et un engagement plus marqué en Libye, si la Russie décide de soutenir plus largement le maréchal Haftar. Un tel positionnement semble cependant pour l'instant plus difficile à assumer que le soutien à l'État syrien. À horizon dix ans, il est probable que la Russie, si elle continuait à développer ses liens avec les pays africains, soit amenée à s'engager plus directement dans des opérations coercitives en Afrique.

L'étude des politiques militaires et de sécurité américaine, chinoise et russe permet de comprendre en partie l'inscription de l'Afrique dans la géopolitique globale. Elle fait cependant l'impasse sur toute une dynamique plus complexe d'engagements internationaux venus du Moyen-Orient, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe (de l'Indonésie ou le Pakistan, au Brésil en passant par l'Italie, l'Espagne, etc.), mais aussi entre pays d'Afrique (notamment Algérie et Maroc, mais aussi Rwanda, Afrique du Sud, etc.). Ces engagements contribuent à complexifier la scène militaire et de sécurité de nombreux pays africains. Afin de vraiment comprendre l'impact des trois acteurs étudiés ici sur un pays d'Afrique donné, il faudra donc à l'avenir étudier de près cette galaxie d'engagements internationaux dans sa globalité.

En 1958, Kwame Nkrumah, le père de l'indépendance du Ghana, appelait les pays décolonisés à adopter une politique de non-alignement pour rester en dehors de conflits et violences de la guerre froide dans lesquels leur alignement sur un bloc risquait de les entraîner²⁹⁷. Nous ne sommes pas encore entrés dans une « nouvelle guerre froide africaine »,

296. Voir à ce titre l'article très critique de S. Allison, « Russia Is the Clumsy Latecomer at Africa's Superpower Party », *Mail & Guardian*, 12 juin 2019.

297. M. E. Latham, « The Cold War in the Third World. 1963-1975 », in M. Leffler et O. A. Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War. Vol. II: Crises and Detente*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 258.

malgré certains discours américains²⁹⁸. La Russie et la Chine, pourraient toutefois, en accroissant progressivement leur influence sur le continent, copier la politique militaire américaine. Ils s'ingéreraient alors militairement dans des conflits africains qui pourraient ressembler davantage à l'Angola d'hier voire à la Syrie d'aujourd'hui. L'Afrique n'a aucun intérêt à être le nouveau terrain de cet affrontement des puissances. Elle risquerait de se laisser emporter dans une évolution à hauts risques, d'autant que la présence de nombreux autres acteurs et puissances en Afrique rend ces situations complexes et susceptibles d'échapper à leurs géniteurs.

298. M. Taddele Paru, « A New Cold War in Africa », *Al-Jazeera*, 1^{er} juillet 2019.

Annexe

Nombre de personnels africains ayant reçu une formation américaine en 2017 et 2018

Pays	2017	2018
Angola	15	15
Bénin	2 559	20
Botswana	199	28
Burkina Faso	4 788	38
Burundi	79	0
Cameroun	423	92
Cap-Vert	70	6
RCA	1	3
Tchad	488	64
Comores	12	5
RDC	186	2
Congo	54	3
Côte d'Ivoire	129	18
Djibouti	194	29
Éthiopie	119	12
Gabon	1 125	37
Gambie	2	4
Ghana	1 623	26
Guinée	192	9
Guinée-Bissau	6	2
Kenya	163	100

Liberia	237	37
Madagascar	124	23
Malawi	912	15
Mali	301	40
Mauritanie	1 247	21
Maurice	77	16
Mozambique	21	7
Namibie	10	0
Niger	1 621	46
Nigeria	236	66
Rwanda	4 731	20
Sao Tome et Principe	42	6
Sénégal	690	26
Seychelles	17	10
Sierra Leone	273	33
Somalie	1 158	15
Afrique du Sud	191	52
Sud-Soudan	1	0
Swaziland	15	5
Tanzanie	4 256	22
Togo	1 931	9
Ouganda	8 560	79
Zambie	1 209	14
Total	40 287	1 075

Source : « Foreign Military Training and DoD Engagement Activities of Interest, 2017-2018 », Département d'Etat, disponible à l'adresse : www.state.gov.

